

**Faculté des sciences économiques,  
sociales, politiques et de communication  
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

# **Migration internationale et développement : enjeux et débats**

Autrice : Céline Van Herp Chahud

Promotrice : Isabel Yépez Del Castillo

Co-promotrice : Andreia Lemaître

Lectrice : Emmanuelle Piccoli

Année académique : 2022 – 2023

Master en Sciences de la Population et du Développement



## **Déclaration de déontologie**

---

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiant(e)s en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Signature :

*Celine Van Hem*

## Remerciements

---

S'il y a bien une chose que je devrais retenir parmi celles que j'ai pu apprendre cette année, grâce à Madame de La Marinel, c'est qu'un projet ne peut pas être abouti sans accompagnement ni soutien. C'est pourquoi je souhaite utiliser cet espace afin de remercier les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'accomplissement de mes études et à l'aboutissement de mon mémoire.

Tout d'abord, je tiens à remercier Madame Isabel Yépez Del Castillo pour son expertise et ses précieux conseils tout au long de ce travail. Elle m'a également redonné le goût et l'envie de retourner travailler en Amérique Latine.

Je remercie Andreia Lemaitre et Emmanuelle Piccoli pour les matières enseignées durant ce cursus et pour la lecture de ce mémoire.

Je remercie l'équipe du CELADE<sup>1</sup>, et plus particulièrement Jorge Martínez, de m'avoir fait confiance lors de mon stage à la CEPAL<sup>2</sup> durant lequel j'ai eu l'opportunité de travailler et d'apprendre à leurs côtés.

Merci à mes amis qui m'ont soutenue, divertie et accompagnée lors de cette période de ma vie. Je pense, entre autres, à Eva, Nabila, Jessi, Louane, Margaux, Héloïse, Margo, et Martin.

Je ne peux que remercier ma famille, mon Papa, ma Maman, Nina et Kali pour leur amour et leur soutien inconditionnels. Ils m'ont appris la rigueur du travail, à ne jamais baisser les bras et surtout à toujours garder confiance en moi. Muchas gracias à mi Tia Luz pour avoir trouvé les mots justes au bon moment.

*Et à toi Antoine qui est depuis plus de 8 ans mon plus grand soutien,  
Merci d'avoir accepté de partager cette expérience en Amérique Latine qui nous marquera à jamais,  
Je n'ai pas des mots assez forts pour te remercier.*

---

<sup>1</sup> CELADE: Centre Latino-Américain et Caribéen de Démographie.

<sup>2</sup> CEPAL: Commission Économique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

# Table des matières

---

<b>DECLARATION DE DEONTOLOGIE.....</b>	<b>3</b>
<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
1.    QUESTION DE RECHERCHE .....	7
2.    METHODOLOGIE .....	8
2.1. <i>Revue de la littérature</i> .....	8
2.2. <i>Position en tant que chercheuse : la déconstruction</i> .....	8
3.    PLAN DU MEMOIRE.....	9
<b>CHAPITRE 1 : DEFINITIONS DES CONCEPTS CLES DU MEMOIRE.....</b>	<b>10</b>
INTRODUCTION AU CHAPITRE .....	10
1.    LA MIGRATION INTERNATIONALE .....	10
1.1. <i>Définitions et caractéristiques de la migration internationale</i> .....	10
1.2. <i>Les causes de la migration internationale</i> .....	12
•    La théorie néoclassique de la migration .....	13
•    Les approches macro-structurelles.....	13
•    La nouvelle économie de la migration de travail (NEMT).....	14
1.3. <i>Survол historique de la migration internationale</i> .....	14
•    Époque contemporaine .....	15
2.    DEFINITION DU DEVELOPPEMENT.....	16
CONCLUSION .....	17
<b>AVANT-PROPOS DES PROCHAINS CHAPITRES.....</b>	<b>18</b>
<b>CHAPITRE 2 : ÉTUDE DU LIEN « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » ENTRE 1953-1973 .....</b>	<b>19</b>
1.    THEORIE DOMINANTE DU DEVELOPPEMENT EN 1950 : LA THEORIE DE LA MODERNISATION .....	19
2.    VISION DE LA RELATION « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » ENTRE 1950-1973 .....	20
•    Les transferts de fonds.....	21
•    Le retour des migrants.....	21
3.    CONCLUSION ET CRITIQUES SUR CETTE APPROCHE .....	22
<b>CHAPITRE 3 : VISIONS SUR LE LIEN « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » ENTRE 1973-1990 .....</b>	<b>23</b>
1.    THEORIES DU DEVELOPPEMENT : THEORIE STRUCTURALISTE, THEORIE DE LA DEPENDANCE.....	23
2.    VISIONS <i>PESSIMISTES</i> DE LA RELATION « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » .....	24
•    Les transferts de fonds.....	25
•    Le retour des migrants.....	26

• La « fuite des cerveaux » .....	26
CONCLUSION ET CRITIQUES DE CETTE VISION.....	27
<b>CHAPITRE 4 : PERSPECTIVES DU LIEN « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » ENTRE 1990-2000 .....</b>	<b>28</b>
1. THEORIE DU DEVELOPPEMENT : MOUVEMENT POSTMODERNE .....	28
2. ÉTUDE DU LIEN « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » DURANT LES ANNEES 90.....	29
2.1. <i>Dans la sphère académique</i> .....	29
• Nouvelle Économie des Migrations de Travail (NEMT).....	30
• Le « transnationalisme ».....	31
• « Brain drain » à « Brain gain » .....	33
2.2. <i>Dans la sphère politique</i> .....	34
CONCLUSION .....	34
<b>CHAPITRE 5 : DISCOURS SUR LE LIEN « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » ENTRE 1995 – JUSQU’A NOS JOURS .....</b>	<b>35</b>
1. THEORIE DU DEVELOPPEMENT : DOUBLE ASPECTS (LE NEOLIBERALISME / LES OBJECTIFS INTERNATIONAUX) ...	35
• Les objectifs du millénaire (OMD) / les objectifs du développement durables (ODD) .....	35
2. ÉTUDE DU LIEN « MIGRATION - DEVELOPPEMENT » A PARTIR DES ANNEES 2000.....	36
• Transferts de fonds .....	37
• Volonté d’une gestion globale de la migration de la part des institutions internationales.....	40
• Les diasporas.....	41
CONCLUSION .....	43
<b>CHAPITRE 6 : VERS UNE VISION CRITIQUE VENANT DU SUD .....</b>	<b>44</b>
1. DISCOURS DOMINANTS CONSIDERES COMME REDUCTEURS, IDEALISTES ET ORIENTES .....	44
2. LE MIGRANT PEUT IMPACTER LA DEMOGRAPHIE DU PAYS D’ACCUEIL .....	46
3. LE MIGRANT VU COMME LE « SAUVEUR » .....	47
4. REMISE EN CAUSE DE LA MONDIALISATION ET DU SYSTEME NEOLIBERALE .....	48
CONCLUSION .....	50
<b>CONCLUSIONS GENERALES .....</b>	<b>51</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>54</b>

### 1. Question de recherche

« Crise des migrants », « constructions de frontières terrestres », ... ces titres font souvent la une de nos journaux occidentaux (Drechsler & Gagnon, 2008). De fait, certains pays du Nord essayent de limiter ou refusent l'accès des migrants provenant de pays du Sud, voyant en eux une menace à la stabilité nationale (Gonin, 2008). Les migrants internationaux sont donc souvent perçus comme problématiques pour la sécurité nationale par nos pays occidentaux (Wihtol de Wenden, 2021).

D'autre part, les institutions internationales publient de nombreux rapports expliquant que le nombre de migrants augmente. La migration n'est donc pas un phénomène qui va s'atténuer, bien au contraire. En effet, d'après les données les plus récentes publiées par l'UNDESA<sup>3</sup> en 2020, 3,6% de la population mondiale est constituée de personnes migrantes et ce pourcentage ne cesse d'augmenter (UNDESA, 2020). Elles mettent également en avant que les migrants jouent un rôle pour le développement. En effet, les institutions internationales voient les migrants comme « agents du développement », qui, grâce aux énormes transferts de fonds vers leur famille restée au pays, arrivent à développer leur pays d'origine (Delgado Wise & Marquez Covarrubias, 2015).

Mais les migrants peuvent-ils être considérés comme des « agents du développement » comme le prônent les institutions internationales ? Comment a été construit le discours dominant sur le lien « migration - développement » à travers les années ? Quels ont été les arguments utilisés pour appuyer ou non ce lien ?

Ce mémoire a pour **but d'étudier les enjeux et les débats dominants autour du lien « migration - développement »**. Pour ce faire, ce présent travail a donc pour objectif d'étudier en profondeur les débats controversés qui existent depuis les années 50, avec une attention plus particulière pour ceux qui ont pris place en Amérique Latine, sur le lien « migration internationale et développement ».

---

<sup>3</sup> UNDESA: United Nations Department of Economic and Social Affairs.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Revue de la littérature**

Afin d'étudier les enjeux autour du lien « migration internationale - développement », ce mémoire se consacrera à une revue de la littérature scientifique sur le lien académique et politique du nexus « migration - développement » avec un regard critique. Ce présent travail ne comprend donc pas de recherche de terrain à propos du sujet.

C'est pourquoi nous avons choisi d'étudier et de travailler principalement autour de références académiques et scientifiques. Ces sources ont été trouvées grâce à l'outil « Google Scholar », ainsi qu'au portail scientifique « Cairn » qui regroupe différents articles consacrés aux sciences humaines et sciences sociales. Afin de compléter et de diversifier nos recherches, nous avons également lu différents textes venant de la revue « Migración y Desarrollo ». Cette revue est publiée tous les six mois depuis 2003 par le département de développement de l'Université Autonome Zacatecas du Mexique. Elle compile des articles de différents académiciens latino-américains qui analysent le lien « migration - développement » et ont un regard critique et alternatif sur ces questions.

Nous avons donc dû faire des choix concernant les sources que nous allions utiliser ; ces articles, revues, rapports ont pour la plupart été écrits par des sociologues, des politologues, des économistes et des démographes qui ont une expertise sur le sujet. Nous avons donc porté une attention particulière à faire dialoguer différentes sources et différents acteurs pour être le plus complet possible.

### **2.2. Position en tant que chercheuse : la déconstruction**

Un grand défi personnel tout au long de ce mémoire a été de déconstruire non seulement mes présupposés sur la migration et le développement, mais aussi de prendre du recul sur ma position de stagiaire de la CEPAL<sup>4</sup>. En effet, j'ai pu travailler durant 2 mois pour le « pôle migration » au siège de la CEPAL à Santiago du Chili, ce qui m'a imprégné, sans le vouloir, une certaine opinion à ce sujet. C'est pourquoi, lors de la rédaction de ce mémoire, il a été essentiel que j'adopte une posture la plus objective et la plus critique possible.

---

<sup>4</sup> CEPAL : Commission Économique Pour l'Amérique Latine et les Caraïbes.

### **3. Plan du mémoire**

Afin de structurer notre propos et être le plus clair possible, nous avons décidé de diviser notre travail en différents chapitres.

Le premier chapitre sera consacré à définir individuellement les deux notions clés au centre de ce travail qui sont la migration et le développement.

Ensuite s'ensuivront quatre chapitres dans lesquels nous développerons, de manière historique et actuelle, le débat de la relation « migration et développement ». Dans ces chapitres, parallèlement, nous examinerons plus en détails certains concepts clés comme ceux des transferts de fonds, de la « fuite des cerveaux », du « retour des migrants dans leur pays », etc.

Le dernier chapitre présentera les différentes critiques venant d'académiciens latino-américains sur le discours dominant du lien « migration - développement ».

## **Chapitre 1 : Définitions des concepts clés du mémoire**

---

### **Introduction au chapitre**

La migration et le développement sont deux concepts complexes qui sont souvent débattus dans les sphères politiques et académiques. Afin d'être le plus clair possible pour la suite de ce travail, nous proposerons dans ce chapitre de nous pencher sur ces deux concepts.

Dans un premier temps, nous nous consacrerons à étudier la notion de migration internationale ; d'abord en la définissant, puis en présentant à travers différentes théories les causes de la migration, et finalement en faisant un bref survol historique des grandes migrations internationales.

Dans un second temps, nous nous attarderons à définir brièvement ce qu'on entend par « développement ». En revanche, nous ne rentrerons pas dans les détails de chaque théorie du développement dominante dans ce chapitre, car celles-ci seront développées dans les chapitres qui suivent.

### **1. La migration internationale**

#### **1.1. Définitions et caractéristiques de la migration internationale**

La migration est un phénomène complexe qui se compose de différentes dimensions (Guilmoto & Sandron, 1999), c'est pourquoi nous utiliserons différentes définitions et caractéristiques afin d'être le plus complet possible dans notre recherche.

Pour commencer, l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) définit la migration internationale comme étant un :

« Mouvement de personnes qui quittent leur lieu de résidence habituelle, pour se rendre dans un pays dont elles n'ont pas la nationalité, franchissant par conséquent une frontière internationale. (...) Sont exclus de cette définition les déplacements effectués à des fins de loisirs, de vacances, de visites à des amis ou à de la famille, d'affaires, de traitement médical ou de pèlerinages religieux » (OIM, s.d. para. 37).

La migration internationale est donc l'un des principaux phénomènes qui met en relation différentes sociétés et qui peut créer des interactions constantes entre différents pays du monde (Faret, 2007).

Mais la migration internationale va au-delà d'un simple mouvement d'individu d'un espace à un autre. En migrant d'un pays à un autre, l'individu passe d'une juridiction à une autre juridiction (Zolberg, 1993) ce qui peut provoquer, dans certaines situations, l'expulsion du migrant du pays (Guengant, 1996). En passant une frontière, le migrant se confronte aussi à de nouveaux codes culturels, sociaux et politiques (Zolberg, 1993). C'est pourquoi Alan Simmons définit la migration comme étant non seulement « un changement de résidence », mais également « un changement d'emploi et un changement de relations sociales » (Piché, 2013, p154). Cette définition prend en compte alors différentes dimensions (sociale et économique) et complexifie la définition de la migration.

Pour l'OIM, les migrants internationaux sont donc les personnes qui quittent leur pays d'origine pour se diriger vers un pays de destination et arrivent dans celui-ci de manière légale ou illégale (OIM, s.d.).

Cependant, le « migrant international » a souvent été vu, dans les mentalités des sociétés occidentales, comme étant un homme jeune en bonne santé qui venait quelques années pour des raisons économiques et retournait systématiquement dans son pays d'origine après un certain temps ; cette vision limite donc le profil du migrant (Faret, 2007). De ce fait, « le migrant » est utilisé comme un terme générique. Le migrant international couvre plusieurs profils et il serait donc plus juste de parler « des migrants » que « du migrant » (Alternative, 2004). En effet, le migrant peut aussi bien être une personne âgée qu'un jeune, une femme qu'un homme, une personne qui a des qualifications professionnelles ou qui n'en a pas, un réfugié politique, un sans-papier, etc (Faret, 2007). On pourrait se demander également à partir de quel moment on arrête d'être considéré comme « migrant ». « Les secondes générations » des migrants, c'est-à-dire les enfants des migrants de première génération, sont-ils eux aussi considérés comme migrants (Gonin, 2008) ?

C'est pourquoi, dans notre recherche, il faut prendre en compte le migrant dans sa pluralité et dans sa globalité. Nous utiliserons souvent le mot « migrant », mais celui-ci ne doit pas être compris comme si nous le réduisons à une expression. Nous serons donc attentifs à comprendre que les migrants sont des personnes plurielles.

Une dernière caractéristique qui nous semble intéressante à soulever dans notre recherche est le caractère ambigu que le migrant international peut endosser. Le migrant international est tant une personne qui émigre de son pays qu'une personne qui immigre dans un autre pays (Gonin, 2008).

## **1.2. Les causes de la migration internationale**

Les causes énoncées pour expliquer les mouvements migratoires sont souvent la pauvreté endémique des pays d'origine ou la recherche de meilleures opportunités de travail dans le pays de destination. Cependant, la migration internationale est un sujet complexe qui ne peut être expliqué par une seule cause (Gonin, 2008). C'est dans le texte « les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs » que Victor Piché<sup>5</sup> retrace les grandes approches théoriques qui peuvent expliquer les causes des mouvements migratoires, parmi lesquelles, il cite, entre autres, les approches néoclassiques, les approches macro-structurelles, l'approche NEMT (Nouvelle Économie de la Migration de travail) et la théorie des réseaux (Piché, 2013).

Nous avons remarqué que certaines théories ont été plus mises en avant que d'autres au cours de l'histoire afin d'expliquer les mouvements migratoires. C'est pourquoi nous expliquerons certaines théories qui seront intéressantes pour la suite de notre travail.

---

<sup>5</sup> Victor Piché est un sociologue spécialisé dans le domaine des migrations internationales (Université de Laval).

- **La théorie néoclassique de la migration**

La théorie néoclassique de la migration, dominante dans les années 60, met en avant l'idée que c'est l'individu seul qui pense sa migration (Arango, 2003). L'homme est vu comme un « Homo Economicus » qui procède à un calcul fictif « coût-bénéfice »<sup>6</sup> avant de quitter son pays d'origine (Piché, 2013). Il se demande alors quels seraient les coûts de cette migration et que gagnerait-il probablement à migrer (Aknin & Froger, 2015) ? Si l'individu remarque que les bénéfices sont plus grands que les coûts, l'individu migrerait (Piché, 2013). John Harris et Michael Todaro, deux économistes chefs de file de cette théorie, insistent sur le caractère probabiliste de ce calcul. En d'autres mots, le migrant ne se base pas seulement sur des critères factuels mais il se crée des espérances (Aknin & Froger, 2015).

D'autres auteurs complètent cette théorie en disant que le migrant calcule la différence entre les facteurs de répulsions qui sont ceux du pays d'origine avec les facteurs d'attraction qui proviennent du pays de destination (Piché, 2013). Cette migration provoquerait alors une répartition optimale des ressources et des personnes dans le monde (Piché, 2013).

- **Les approches macro-structurelles**

Pour de nombreux chercheurs, la migration ne peut pas uniquement être expliquée par les calculs de l'individu car ces individus s'inscrivent dans un monde beaucoup plus globalisé (Delgado Wise et al., 2009). L'approche systémique, entre autres, essaye d'expliquer que tous les éléments constituant l'environnement des individus (comme les facteurs politiques, économiques, sociaux, environnementaux et technologiques) ont une influence sur les mouvements migratoires (Piché, 2013).

Cette école de pensée a un regard critique envers le monde globalisé et capitaliste. Pour eux, il est primordial d'étudier le contexte de sous-développement et de dépendance dans lequel l'individu s'inscrit pour comprendre les mouvements migratoires (Delgado Wise et al., 2009).

---

<sup>6</sup> Dans cette approche, les coûts et les bénéfices ne font pas seulement référence à l'argent (Piché, 2013).

- **La nouvelle économie de la migration de travail (NEMT)**

La théorie de la « nouvelle économie de la migration de travail », mise en avant par l'économiste Oded Stark, met en lumière que l'individu n'est pas seul à prendre la décision de migrer (Piché, 2013). Il ne faut pas oublier que l'individu est un individu qui est en contact avec d'autres personnes qui, elles-mêmes, vont intervenir dans le choix de migrer. Ces personnes sont, entre autres, la famille et l'entourage du migrant (Piché, 2013). La migration ne serait donc pas une affaire personnelle mais serait une stratégie familiale qui a pour but de maximiser leur chance économique et minimiser les risques auxquels font face les ménages (Dreschler & Gagnon, 2008). La migration est vue par la famille comme une stratégie qui vise à sécuriser les revenus du ménage et comme un investissement pour accéder à des flux de revenus plus élevés (de Haas, 2010 ; Akin & Froger, 2015).

A travers ces différentes théories, nous pouvons comprendre que les causes de la migration sont multiples et qu'il faut comprendre la migration non seulement d'un point de vue individuel, mais également d'un point de vue économique et politique (donc beaucoup plus global).

### **1.3. Survol historique de la migration internationale**

D'après la thèse de Kingsley Davis<sup>7</sup>, l'homme a toujours été un être migrant qui a façonné les sociétés au cours de l'histoire (Davis, 1974). La migration est donc un phénomène qui s'est déroulé tout au long de l'histoire et qui impacte en tout temps la construction des sociétés mondiales (Loterio-Echeverri & Pérez-Rodríguez, 2019). Dans le texte d'Aristide Zolberg<sup>8</sup> « un reflet du monde : les migrations internationales en perspective historique », il retrace historiquement depuis le 16<sup>ème</sup> siècle les grands mouvements migratoires internationaux. Il a pu mettre en avant que les raisons des mouvements migratoires sont différents selon les époques et les enjeux de celles-ci (politiques, économiques, environnementales, etc.). De plus, à travers son texte, nous avons pu comprendre que les mouvements migratoires et le développement ont souvent été une préoccupation des états même si le lien « migration - développement »

---

<sup>7</sup> Kingsley Davis (1908-1997) est un sociologue américain reconnu mondialement entre autres pour ses recherches sur la migration internationale.

<sup>8</sup> Aristide R. Zolberg (1931-2013) est un scientifique qui est reconnu mondialement pour son expertise sur l'histoire de la migration internationale.

n'avait pas été théorisé auparavant. En effet, par exemple, au 16<sup>ème</sup> siècle durant la période qu'on appelle « la conquête du nouveau monde », les états européens prônaient souvent la migration afin de pouvoir développer économiquement leur pays et développer socialement le continent latino-américain qu'ils considéraient comme « sous-développé » (Zolberg, 1993).

- **Époque contemporaine**

L'époque contemporaine fut témoin de différents évènements historiques : les deux guerres mondiales, le fossé économique qui s'est créé entre les pays du Nord et les pays du Sud, le choc pétrolier et les différentes transitions démographiques dans le monde<sup>9</sup> (Zolberg, 1993). Depuis quelques années, l'urgence climatique provoque des vagues migratoires de milliers de personnes fuyant leur terre (Alternative, 2004). Tous ces évènements provoquent de nouveaux grands mouvements migratoires, qui ne seront plus seulement organisés et favorisés par les états mais qui consisteront en des moyens de survie pour les gens.

Un autre évènement majeur de l'époque contemporaine est l'accentuation de la mondialisation et de la globalisation, ce qui permet l'accroissement de la circulation des biens et également de la circulation des personnes dans le monde entier (Aknin & Froger, 2015). De ce fait, de plus en plus de pays ont été engagés dans les dynamiques migratoires en devenant des pays de répulsion, des pays de transit ou bien des pays d'attraction pour les migrations (Charbit & Feld, 2008). Les mouvements migratoires traditionnels sont redistribués ; les pays traditionnellement créateurs d'émigration sont devenus des pays d'immigration (Guengant, 1996). Ces migrations seront facilitées, entre autres, grâce aux moyens de communications et grâce aux prix des coûts de transport de plus en plus avantageux (Charbit & Feld, 2008).

---

<sup>9</sup> La fin de la transition démographique des pays du Nord et le début de la transition démographique pour les pays du Sud (Zolberg, 1993).

Si on analyse les différentes statistiques récoltées par l'UNDESA, on constate que le nombre de migrants internationaux augmente et s'élève à 281 millions en 2020 contre 173 millions en 2000 ; ce qui représente 3,6% de la population mondiale contre 2,8% en 2000 (UNDESA, 2020). Toutefois, nous devons prendre en compte que cette augmentation est relative à la croissance mondiale de la population (UNDESA, 2020).

Même si, depuis quelques décennies, les politiques migratoires européennes et américaines ne sont pas des politiques d'ouvertures car les migrations sont vues par les gouvernements comme un problème qu'il faut gérer et contrôler (Wihtol de Wenden, 2021), c'est en Europe, en 2020, qu'on retrouve le plus grand nombre de migrants internationaux suivi par l'Amérique du Nord (UNDESA, 2020). Cependant, dans les prochaines années, les démographes estiment que le nombre de migrant augmentera en Afrique et en Asie occidentale et ce chiffre continuera de dépasser largement le nombre de migrant de l'Amérique du Nord (UNDESA, 2020).

Les mouvements « Nord - Sud » et « Sud - Nord » étaient les plus répandus et connus pendant plusieurs siècles mais les migrations interrégionales « Nord - Nord » et plus précisément « Sud - Sud » sont de plus en plus importantes (Gonin, 2008 ; UNDESA, 2020). C'est sur le continent Latino-américain qu'on a pu remarquer, durant les vingt dernières années, un accroissement des mouvements migratoires intrarégionaux (UNDESA, 2020). Nous pouvons citer comme exemple, l'émigration d'approximativement 6 millions de Vénézuéliens depuis 2017 vers des pays de l'Amérique latine (Plataforma de Coordinación Interagencial para Refugiados y Migrantes de Venezuela, 2023).

## **2. Définition du développement**

Le développement est un thème complexe qui peut être défini de différentes manières. Il est perçu pour certains comme une idéologie, pour d'autres comme une croyance ou encore comme une théorie à suivre pour développer économiquement son pays (Tremblay, 1999). Le développement n'est pas un concept fixe mais c'est un concept qui évolue dans le temps, ce qui fait que le développement a pu être défini de plusieurs manières tout au long de l'histoire.

Les théories du développement ont pu concrètement avoir un impact sur les politiques et sur la vie des personnes dans le monde. Dans notre travail, nous étudierons les théories du développement dominantes depuis les années 50. Chaque théorie du développement qui a influencé le débat « migration - développement » sera expliquée en détails dans les prochains chapitres.

### **Conclusion**

Nous avons pu constater que la migration et le développement sont deux concepts qui sont complexes à définir et qui peuvent avoir différentes définitions selon les approches des théoriciens et des époques. Cependant, comme nous le verrons au cours de ce travail, ces deux notions ont une plage commune qui est intéressante à étudier.

## Avant-propos des prochains chapitres

---

Le rapport que les politiques ont envers les thématiques des migrations internationales ne peut pas être étudié indépendamment des théories du développement (de Haas, 2010 ; Delgado Wise et al., 2009). En d'autres termes, les théories du développement dominantes ont influencé, depuis les années 50, les liens que les académiciens et les politiciens ont pu faire entre développement et migration (Delgado Wise et al., 2009). C'est cette relation qui sera étudiée dans les prochains chapitres.

Plusieurs auteurs dont Hein de Haas<sup>10</sup>, Alessandro Monsutti<sup>11</sup> et Amal Miftah divisent historiquement les discours dominants sur le lien « migration - développement » en quatre périodes allant de 1950 jusqu'à nos jours. Ces discours dominants sont passés par des visions dites « optimistes » à propos de ce lien à des visions plus critiques à certaines périodes (Wanner, 2008).

Nous passerons en revue ces quatre moments phares en expliquant pour chacun d'eux : premièrement, la théorie du développement dominante à l'époque étudiée ; deuxièmement, la vision qu'elle engendre et qui influence le débat « migration - développement » et troisièmement, les critiques du modèle théorique.

---

<sup>10</sup> Hein de Haas est un sociologue hollandais, membre fondateur de l'International Migration Institute à l'université d'Oxford.

<sup>11</sup> Alessandro Monsutti est chargé de cours à l'Institute de Hautes Études internationales et du développement à Genève.

## **Chapitre 2 : Étude du lien « migration – développement » entre 1953-1973**

---

Les débats internationaux, politiques et académiques entre migration et développement naissent suite à la deuxième guerre mondiale lorsque le monde essaye de se reconstruire économiquement et d'instaurer la paix par le système des Nations Unies (Monsutti, 2008). Ce débat a été influencé par la théorie du développement dominante à cette époque-là qui est la théorie de la modernisation.

### **1. Théorie dominante du développement en 1950 : la théorie de la modernisation**

La théorie du développement naît dans un contexte bien particulier qui est celui de l'après-guerre. Les termes « développement » et « sous-développement » apparaissent, pour la première fois, dans le discours de Harry S. Truman en 1949. Il utilise les termes « pays développés » pour désigner les pays industrialisés, et « pays sous-développés » pour désigner les pays récemment décolonisés. Il affirme également que ces derniers doivent prendre exemple sur le modèle économique des « pays développés » afin d'arriver à se moderniser et à sortir de la pauvreté (Rist, 2007).

De nombreux académiciens commencent alors à réfléchir et à créer des théories de la modernisation dont la plus connue est celle de l'économiste américain Walt W. Rostow. En 1960, en pleine guerre froide, il publie son manifeste sous le nom « Les étapes de la croissance économique – un manifeste anti-communiste » dans lequel il explique les différentes étapes par lesquelles toutes les sociétés devraient passer pour atteindre la modernisation et arriver au stade des sociétés occidentales (Park, 2006). Dans ce modèle, les sociétés dites traditionnelles, basées sur l'agriculture et où l'économie et le profit ne sont pas au centre de leur préoccupation, représentent le début du processus (Rist, 2007). Ces sociétés doivent alors prendre conscience que ce n'est que par le progrès économique qu'elles vont pouvoir se moderniser et se développer. Elles vont alors, petit à petit, commencer à investir dans des activités industrialisées et d'exportations ; ce qui stimulera la croissance économique de leur pays (Rist, 2007). La libre circulation des marchandises favorisera la consommation de masse et finalement ces sociétés dites traditionnelles se convertiront en sociétés d'accumulations. C'est ainsi que les sociétés traditionnelles arriveront à se moderniser et à se développer pour ressembler aux sociétés occidentales (Rist, 2007).

Walt W. Rostow explique que les « pays sous-développés » n'auraient qu'une seule voie à suivre : celle du libre-échange qui favorisera le développement, la modernisation et la réduction de la pauvreté.

## **2. Vision de la relation « migration - développement » entre 1950-1973**

Entre 1950 et 1973, les gouvernements des pays « développés » ainsi que les pays « en développement » encouragent la migration car ils partent du principe que la migration contribuerait au développement tant des pays en développement que des pays développés (Huttinger, 2020). La migration est vue comme une des étapes importantes pour arriver aux avantages de la modernisation et à la production de masse (Monsutti, 2008). C'est de cette manière que la théorie de la modernisation influence l'argumentaire. En effet, cette théorie se base sur un modèle économique classique qui est celui de la théorie de l'équilibre (Miftah, 2018). Cette théorie vise une allocation optimale des ressources et des facteurs de production. Dans cette théorie, les migrants se déplaceraient de régions à faibles revenus qui sont densément peuplées (sociétés dites traditionnelles) vers des régions à revenus élevés qui sont, elles, moins peuplées (société dites modernes) (Monsutti, 2008). Dans cette approche, le calcul coût-bénéfice fait par les migrants est attractif et pousse à la migration (Monsutti, 2008). Comme prônait la théorie de la modernisation, la libre circulation des capitaux, des marchandises et également des travailleurs favorise le but d'atteindre une modernisation des pays sous-développés et un développement économique global (de Haas, 2010). En effet, les travailleurs migrants combleraient le manque de main-d'œuvre des pays d'accueil et participeraient ainsi à la croissance économique de ces pays (Guengant, 2002). Mais il y aurait également un effet sur le pays d'origine car les migrations créeraient une raréfaction des travailleurs expérimentés pour certains secteurs ce qui fera augmenter le salaire dans certains métiers (de Haas, 2010).

La théorie avance encore deux contributions positives pour le pays d'origine à savoir : les transferts de fonds et le retour des migrants dans leur pays d'origine.

- **Les transferts de fonds**

Les transferts de fonds des migrants vers leur famille d'origine restée au pays seront vus par les gouvernements comme des outils importants pour soutenir une croissance économique des pays du Sud (de Haas, 2010). L'idée des gouvernements serait que les familles restées au pays pourraient réinvestir cet argent à des fins productives (comme l'ouverture d'une entreprise par exemple). Ce mécanisme aiderait donc à entraîner les pays du Sud plus rapidement dans une modernisation économique du pays (de Haas, 2010).

L'impact des transferts de fonds sur le développement sera une des thématiques les plus débattues jusqu'à nos jours. C'est pourquoi, dans les prochains chapitres, les critiques envers ces visions seront présentées.

- **Le retour des migrants**

Le retour des migrants est, quant à lui, soutenu par les gouvernements car, en revenant dans son pays, le migrant reviendrait avec de nouvelles connaissances techniques modernes et de nouvelles aptitudes entrepreneuriales. De ce fait, à son retour, le migrant pourrait mettre en exergue ces nouvelles aptitudes de travail ce qui favoriserait l'accélération du développement moderne dans son pays de départ (de Haas, 2010). De plus, en revenant, les migrants reviendraient avec de l'argent ; cet argent les aiderait à lancer et investir des activités économiques et productives ce qui stimulerait l'économie du pays d'origine (de Haas, 2010).

Le « retour du migrant » comme moyen de développement sera critiqué plus tard. D'autres auteurs montreront que le migrant n'est pas obligé de revenir dans son pays pour impacter économiquement, politiquement et socialement son pays. En effet, certains auteurs montreront que le migrant est un être transnational qui peut également contribuer de loin à son propre pays d'origine.

### 3. Conclusion et critiques sur cette approche

Les théoriciens de l'école de pensée de la dépendance critiqueront cette vision sur différents points et donneront une autre vision du lien « migration - développement » que nous présenterons dans le chapitre suivant.

D'autres auteurs plus contemporains, comme Alessandro Monsutti, expliquent que cette vision est une vision simple qui ne prend pas en compte l'hétérogénéité des sociétés et l'hétérogénéité des besoins des migrants. Même si les gouvernements avaient une vision « idéale » et « positive » du lien « migration - développement », en réalité, la migration internationale ne s'accompagnait pas systématiquement de développement économique comme souhaité. En effet, ce modèle néoclassique de la migration espère que tous les individus pensent leur migration sur base d'un calcul « coût-bénéfice » afin de maximiser leur opportunité de vie. Le migrant serait vu comme un investisseur qui, en migrant, investirait en lui et sa famille (Marquez Covarrubias, 2010). Alors que le choix de migrer est bien plus complexe que cela et ce choix se base sur plusieurs autres dimensions comme le contexte familial ou politique (Piché, 2013 ; Monsutti, 2008).

De plus, ces théories laissent à penser que tout serait positif dans la migration. En effet, ces visions invisibilisent et minimisent les impacts négatifs que la migration pourrait engendrer sur la vie des personnes (Miftah, 2018).

Pour finir, ces théories commettent également une autre erreur : pour migrer il faut avoir des ressources économiques. Ce ne sont donc pas les personnes les plus pauvres qui immigrent vers d'autres pays. De plus, le plus grand taux de migration, ne s'observe pas chez les pays les plus pauvres. La migration engendrerait alors non pas une réduction de la pauvreté mais un agrandissement des inégalités de richesses entre migrant et non migrant (Loterio-Echeverri & Perez-Rodriguez, 2019).

### Chapitre 3 : Visions sur le lien « migration - développement » entre 1973-1990

---

#### 1. Théories du développement : théorie structuraliste, théorie de la dépendance

Quelques années après la sortie de la théorie de la modernité des années 60, de nombreuses critiques s'élevèrent et vinrent questionner cette théorie (Tiano, 1982).

Les critiques venant d'académiciens latino-américains ont été extrêmement intéressantes et celles-ci ont marqué les débats sur le lien « migration - développement » (de Haas, 2010 ; Miftah, 2018 ; Giorguli Saucedo & Gutiérrez, 2012).

Le continent latino-américain sur lequel vivent ces académiciens a été confronté, durant cette période, à de nombreux évènements comme des crises sociales, des crises économiques et l'échec des politiques de développement (Dos Santos, 1969). Les théoriciens latino-américains sont déçus et remarquent alors que les promesses pour atteindre la modernisation et le développement économique ne sont pas atteintes même si les pays essaient de suivre le modèle économique occidental proposé en ouvrant par exemple leur commerce vers l'extérieur (Dos Santos, 1969). De ce fait, les théoriciens questionnent alors le chemin à suivre pour atteindre cette modernité (Tiano, 1982). Il faut bien souligner l'idée qu'ils n'interrogent pas le modèle de la modernisation ni la croissance sans fin mais questionnent les manières d'arriver au développement économique moderne (Dos Santos, 1969).

Plusieurs théories vont alors voir le jour et nous expliquerons ici deux de ces théories : la théorie structuraliste de la CEPAL et la théorie de la dépendance.

Des critiques s'élevèrent venant de Raul Prebisch<sup>12</sup> et de son équipe de recherche de la CEPAL ; ils mirent en avant l'idée que le commerce international ne favorisait pas tous les pays et le considéraient même comme un échange inégal (Wallerstein, 2009). Ils mettent en avant que le libre-échange, que prônait les théories de la modernisation, n'est profitable et rentable, en réalité, que pour les pays développés et crée une dépendance économique dans les pays en développement (Wallerstein, 2009).

---

<sup>12</sup> Raul Prebisch était un économiste argentin et secrétaire exécutif de la CEPAL entre 1950 et 1963.

La théorie de la dépendance, qui prolonge la théorie de Raul Prebisch, explique que le sous-développement n'est plus considéré comme une étape préalable au développement (comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 2) mais qu'il est une cause du développement lui-même. En effet, les pays ayant du capital économique (pays dits centraux) décident à eux seuls des conditions marchandes et les imposent aux autres pays qui n'ont pas ce capital économique (pays périphériques) (Wallerstein, 2009). Afin qu'ils puissent se développer économiquement, les pays dits centraux créent des mécanismes qui rendent les pays périphériques dépendants. Cette dépendance crée donc cet état de sous-développement qui profite aux pays développés. De cette manière, les pays dits périphériques se retrouvent donc limités dans la possibilité de développer leur économie car ils sont dépendants du centre économique qui est régulé par les pays centraux qui utilisent leur capital politique pour établir les prix des transactions (Wallerstein, 2009).

Une des solutions que propose Raul Prebisch serait de générer un développement national en redonnant du pouvoir aux pays périphériques afin que ceux-ci régulent leur propre économie et puissent être encouragés à s'industrialiser nationalement (Monsutti, 2008).

En conclusion, ces théories ont mis en avant l'idée que le monde se retrouve dans un système capitaliste qui crée des situations de domination et de dépendance de certaines régions à d'autres car le pouvoir politique et économique sont différemment répartis dans le monde (Monsutti, 2008).

## **2. Visions *pessimistes* de la relation « migration - développement »**

C'est dans ce contexte que certaines critiques montrent alors que les migrations internationales peuvent également avoir un impact négatif sur les pays d'origine (Huttinger, 2020). En effet, les migrations internationales représentent alors un dispositif de domination que les pays centraux utilisent afin de continuer d'exercer cette domination et cette suprématie sur les autres pays (Monsutti, 2008). Les pays centraux seraient alors accusés de piller les forces de travail des pays périphériques afin de pouvoir continuer à se développer économiquement.

Ces visions critiquent alors la théorie néoclassique de la migration et expliquent que les migrants ne calculeraient pas individuellement les « coûts-bénéfices » avant de migrer. Pour eux, les personnes provenant de pays périphériques seraient contraintes de migrer d'un pays à un autre en raison des forces structurelles économiques qui les contraignent. De ce fait, la migration participe à la reproduction du système capitaliste et non à la réduction de la pauvreté de son propre pays comme souhaité dans la théorie de la modernisation (de Haas, 2010).

Trois grands aspects seront débattus au cours de cette période qui sont : les critiques envers les transferts de fonds, les retours des migrants et enfin « la fuite des cerveaux ».

- **Les transferts de fonds**

Vu l'ampleur que les transferts de fonds prennent, ils vont commencer à être de plus en plus étudiés. Les théoriciens vont montrer en quoi ces transferts de fonds n'ont pas les résultats voulus.

En effet, les proches restés au pays n'utilisent pas cet argent à des fins productives comme souhaité mais plutôt dans des activités improductives comme l'achat d'aliments, l'achat de produits ménagers, la construction d'habitations, etc. (Guengant, 2002).

De ce fait, ces activités ne créent donc pas du capital économique comme souhaité par les gouvernements.

De plus, comme ces transferts sont utilisés la plupart du temps pour la consommation de bien, ils engendrent une inflation et une augmentation des prix (Monsutti, 2008). Cela peut produire un accroissement de la pauvreté et un creux économique entre les personnes recevant ces transferts et les autres n'ayant pas de proche à l'étranger (Wanner, 2008).

Pour finir, les pays d'origine deviennent dépendants de ces transferts de fonds car si l'émigration diminue ces transferts d'argent diminuent également. Cette situation provoque alors une fragilité de l'économie des pays du Sud envers ces transferts de fonds provenant d'autres pays (Wanner, 2008).

- **Le retour des migrants**

Les retours, vus comme indispensables pour aider les pays à se moderniser dans la période précédente, seront au contraire critiqués dans cette période. Un des problèmes pointés est que le migrant acquiert à l'étranger des compétences non exploitables et inutilisables lors de son retour dans son pays d'origine (Guengant, 2002). Cette situation engendre donc une difficulté pour le migrant à se réinsérer dans le marché du travail dès son retour (Guengant, 2002). De plus, ces acquisitions de connaissances n'aident pas le développement technique dans son pays d'origine car ces pays n'ont pas les mêmes machines sur lesquelles les migrants ont appris à travailler (de Haas, 2010).

Le migrant revient également dans son pays avec de nouveaux goûts alimentaires ce qui provoque une dépendance aux produits importés des pays développés car ces migrants privilégient moins les produits locaux à leur retour (de Haas, 2010).

- **La « fuite des cerveaux »**

Un des plus grands points débattus dans cette période est la mobilité des migrants qualifiés des pays du Sud vers le Nord (Bréant, 2012). Les gouvernements du Sud favorisent la migration de leurs travailleurs les moins qualifiés. En revanche, ils sont plus réticents quand ce sont leurs travailleurs les plus qualifiés qui veulent migrer vers d'autres pays (de Haas, 2010). En effet, l'émigration de personnes qualifiées est vue par les gouvernements comme une perte et une fuite de leurs ressources nationales dans lesquelles ils ont investi de l'argent pour leur éducation (Bréant, 2012). Les états du Nord sont alors considérés comme des voleurs, volant non seulement les matières premières, mais aussi les humains des pays périphériques (Bréant, 2012). Cette migration de personnel qualifié engendrerait alors un grand trou dans les forces vives des sociétés du Sud ce qui provoquerait l'exacerbation des inégalités de richesses entre pays en développement et pays développés (Wanner, 2008). Ce processus est appelé « Brain Drain » en anglais ou « fuite des cerveaux ».

### **Conclusion et critiques de cette vision**

Plusieurs critiques peuvent être dressées face à cette vision plutôt *pessimiste* du lien « migration - développement ». En effet, cette vision a été considérée comme trop fataliste, trop globalisante et dressant en statut de victime les migrants. Elle ne prend pas en compte toutes les stratégies et les capacités d'action des migrants (Monsutti, 2008). Elle ne met pas en avant que, dans certaines situations, les transferts de fonds peuvent avoir un impact positif et contrebalancer les effets négatifs (de Haas, 2010). Cette vision manque de données et de recherches empiriques. De plus, ces théoriciens n'ont pas remis en question le développement économique comme moyen de prospérité (Monsutti, 2008).

## **Chapitre 4 : Perspectives du lien « migration - développement » entre 1990-2000**

---

A partir des années 90, les avis sur le lien « migration - développement », en comparant les deux périodes précédentes, ont commencé à être moins tranchés. Diverses opinions et divers avis se sont fait entendre tant dans les milieux académiques que politiques.

### **1. Théorie du développement : Mouvement postmoderne**

Cette période de doute est influencée par le mouvement postmoderniste qui naît à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle en réaction aux théories de la modernité (Monsutti, 2008). Cette théorie touche plusieurs sphères comme l'art, le politique, la littérature mais toutes ces sphères ont comme dénominateur commun la remise en question des discours dominants qui avançaient un avenir prospère grâce au progrès et à la modernité (Paterson, 2009).

Le monde, à cette époque-là, se trouve dans une phase de désenchantement face aux promesses de développement prônées dans les années précédentes (Oprea, 2008). Des voix et des rapports scientifiques montrent en quoi le système de la modernité et de l'accroissement sans fin n'est pas un système viable car il cause des problèmes sociaux et environnementaux sans précédent (Pierri, 2005). En effet, en 1972, un groupe de scientifiques surnommé le « Club de Rome » publie leur étude sous le nom de « The limits to growth ». Ils y montrent différents scénarios futurs possibles pour la planète et les résultats sont sans équivoques : si les états ne changent pas leur rapport au monde et à la nature, alors le monde court à sa perte (Pierri, 2005). C'est à partir de ce moment-là, que les états comprennent que la planète a des limites et que le modèle de croissance prôné depuis des décennies n'est plus viable ni durable (Pierri, 2005). Un autre évènement important fut la publication en 1987 du rapport de Brundtland qui, de nouveau, met en garde et constate que le modèle de développement mis en place depuis des années cause d'énormes catastrophes environnementales et sociétales (Pierri, 2005). C'est pourquoi les scientifiques qui ont publié ce rapport proposent alors de redéfinir le développement et créent le concept de « développement durable ». Le développement durable sera défini comme un développement qui devra répondre « aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (CMED, 1987, p.40). Le développement durable est donc une nouvelle stratégie de développement qui serait atteinte si les actions menées par les

états, ONG, associations civiles combinent trois dimensions qui sont : la dimension sociale, la dimension économique et la dimension environnementale (Nations Unies, s.d.).

Le concept de développement durable sera petit à petit réutilisé, redéfini et devenant ainsi quelquefois un mot qui perd de sa consistance.

Parallèlement à ces rapports, les chefs d'états se réunissent fréquemment, sous la forme de conférences, afin de discuter et de prendre des décisions pour protéger la planète (Pierri, 2005). De cette manière, les Nations Unies essaient, petit à petit, de reprendre la main sur les débats de développement (ce point sera discuté plus longuement dans le chapitre suivant).

Pour revenir au concept du post-modernisme en lui-même, ce courant de pensée essaye également de montrer qu'il n'y a plus qu'une seule vision et qu'une seule voie à suivre dans le monde. De cette manière, le post-modernisme essaye de montrer l'hétérogénéité et la pluralité des voies à suivre et des profils des migrants (Oprea, 2008). Le migrant n'est donc pas un être singulier mais un être pluriel ; son impact et son lien avec le développement n'est pas un lien direct mais est un lien complexe où chaque situation est différente (Oprea, 2008).

## **2. Étude du lien « migration - développement » durant les années 90**

À la suite des débats très polarisés sur le lien « migration - développement », comme nous avons pu l'expliquer dans les chapitres précédents, s'ensuit une période caractérisée de doutes chez les académiciens et au sein des gouvernements du Nord (Monsutti, 2008).

### **2.1. Dans la sphère académique**

Dans la sphère académique, de nouvelles théories essaient de mixer les visions basées sur les structures et sur les acteurs. Ces nouvelles théories sont, entre autres, la « Nouvelle Économie des Migrations de Travail » (NEMT) et le « transnationalisme ».

- **Nouvelle Économie des Migrations de Travail (NEMT)**

La nouvelle économie des migrations du travail (NEMT) a été la théorie phare mise en avant dans les années 90 pour expliquer le lien « migration - développement » (Miftah, 2019). En effet, cette nouvelle perspective essaye de compléter les anciennes théories néoclassiques de la migration et d'intégrer des éléments des théories structuralistes (de Haas, 2008). Elle considère les théories néoclassiques comme trop individualistes et restreintes car elles occultent toutes les réalités et le contexte dans lequel les migrants se trouvent.

C'est dans ce sens que l'économiste Oded Stark réétudie en 1990 quelles seraient les raisons pour lesquelles les migrants des pays en développement migreraient (Aknin & Froger, 2015). La NEMT met en avant que la décision de migrer ne se prend pas seul, cette action ne peut donc pas être résumée par un simple calcul « coût-bénéfice » que l'individu ferait.

Pour cette nouvelle théorie, l'action de migrer est une question familiale qui se réfléchit dans le ménage. Les auteurs de cette théorie partent du principe que les ménages font face à plusieurs risques dans leur vie de tous les jours ; tous ensemble, c'est à dire le migrant et son entourage qui ne migrera pas spécialement, réfléchiraient alors à voir si la migration pourrait les aider à minimiser et à gérer les éventuels risques qui peuvent toucher leurs revenus familiaux (Miftah, 2018 ; Gubert, 2010).

En effet, dans les pays en développement, à cette époque-là, les services d'aide institutionnels pour aider les familles dans le besoin sont délaissés ou inexistant car les pouvoirs publics ne s'y intéressent pas ou peu (de Haas, 2010). De plus, certains services comme le prêt à la banque sont des services onéreux et ne sont donc pas accessibles à toutes les familles.

La migration pour les ménages des pays en développement représenterait donc un moyen pour eux de diversifier leurs sources de revenus, ce qui leur permettrait de se protéger aux différents risques dont ils pourraient souffrir (de Haas, 2010).

- **Le « transnationalisme »**

Depuis les années 90, de nombreux théoriciens vont remettre en question les théories antérieures qui prônaient impérativement le retour du migrant pour contribuer au développement de son pays d'origine (Monsutti, 2008). Ces nouvelles perspectives montrent alors que le migrant n'a pas besoin spécialement de rentrer dans son pays d'origine pour avoir un impact économique, social et politique sur celui-ci (Nedelcu, 2010). La mondialisation, qui s'intensifie à cette époque-là, met en lumière l'idée que d'autres acteurs en dehors de l'état peuvent s'organiser au-delà des frontières afin de réaliser des activités dans différentes sphères qui sont la politique, le social ou l'économie (Lafleur & Yopez del Castillo, 2014).

Ce phénomène est appelé le « transnationalisme » et a été défini de plusieurs manières mais toutes ces définitions ont en commun l'idée que les migrants organiseraient des activités d'échange qui vont au-delà des frontières (OIM, 2010).

Les théoriciens essaient alors de montrer que le migrant n'est plus une personne qui, nécessairement, coupe ses liens avec son pays d'origine mais qui, au contraire, même si elle est loin, peut avoir un impact social, politique et économique sur son pays d'origine (Monsutti, 2008). Le migrant est donc considéré comme un « transmigrant » quand celui-ci quotidiennement et régulièrement établit et garde des liens avec son pays d'origine. Ce migrant est donc un migrant qui vit, participe et déploie des activités (économiques, sociales, politiques) au-delà et à travers les frontières (Nedelcu, 2010).

Une des caractéristique des années 90 est l'amplification de la circulation et de la mobilité des biens, des personnes et des idées ; c'est de cette manière que le migrant, lui-même, dans son activité transnationale contribue à cette circularité et cette mobilité (Nedelcu, 2010). C'est grâce, entre autres, à l'avènement des nouvelles technologies de communication (le téléphone mobile, internet, les applications de communication, etc.) que les échanges transnationaux entre régions du monde sont favorisés (Nedelcu, 2010).

L'image du migrant qui devrait couper tout lien avec son pays d'origine afin de pouvoir s'assimiler dans le pays pour pouvoir réussir sa migration est déconstruite (de Haas, 2010). En d'autres termes, l'intégration et l'assimilation du migrant dans le pays de destination n'implique pas que celui-ci porte moins d'attention à son pays d'origine. Également, le retour du migrant ne signifie pas forcément la fin de son cycle migratoire.

Les aller-retours ne sont pas obligatoires pour avoir une activité transnationale, les migrants peuvent mener des activités transnationales sans n'être jamais retournés dans leur pays (Lafleur & Yépez del Castillo, 2014). Le migrant peut donc simultanément impacter le développement de plusieurs régions dans le monde (de Haas, 2010). Une autre petite précision à faire est de dire que ce concept ne s'applique pas à tous les migrants. En effet, tous les migrants ne sont pas considérés comme des transmigrants car les activités transnationales ne sont pas réalisées par tous (Lafleur & Yépez del Castillo, 2014).

Le migrant est vu alors par les gouvernements et les institutions internationales comme une personne supra-connectée et comme un agent du développement proactif qui crée et organise de lui-même plusieurs échanges entre différents pays du monde (Nedelcu, 2010). Ces mécanismes transnationaux sont alors vus comme des « leviers du développement » (Faret, 2007, p.9). De cette manière, les gouvernements des pays d'origine comprennent, petit à petit, les bienfaits des pratiques transnationales pour le développement de leur pays. Certains gouvernements vont mettre en place des politiques publiques d'accompagnement afin d'encourager les activités transnationales comme « la création de structures de représentations politique des nationaux résidant à l'étranger » (Lafleur & Yépez del Castillo, 2014 ; Faret, 2007, p.10).

Les migrants essayent, entre eux, grâce aux activités transnationales de s'organiser afin de combler l'insécurité croissante qu'ils vivent quand ils arrivent dans les régions de destination (Nedelcu, 2010).

- « Brain drain » à « Brain gain »

Comme nous avons pu l'expliquer dans le chapitre précédent, de nombreux chercheurs mettaient en garde sur l'impact négatif de la migration de personnes qualifiées de pays en développement vers des pays développés.

Depuis les années 90, d'autres théoriciens ont commencé à remettre en question cette vision négative sur « la fuite des cerveaux ». En effet, à la suite de la publication de différents travaux empiriques qui étudiaient l'impact réel de « la fuite de cerveaux » sur les pays en développement, les conclusions étaient beaucoup plus nuancées (Drechsler & Gagnon, 2008).

Certains auteurs montrent alors que le « Brain Drain » (« fuite des cerveaux » en français) peut devenir un « Brain Gain » (traduit en français littéralement comme « gain de cerveau »). En d'autres termes, sous certaines conditions, la migration de personnes qualifiées peut représenter un gain et non une perte pour les pays d'origine (Drechsler & Gagnon, 2008).

Différents exemples peuvent être présentés :

Premièrement, la migration de personnes qualifiées engendrerait, dans certains cas, un regain d'investissement des politiques dans leur éducation nationale. Ce qui aurait comme conséquence une augmentation de personnes qualifiées dans le pays d'origine (Faini, 2007).

Deuxièmement, les migrants qualifiés sont mieux payés dans les pays de destination que les migrants non qualifiés. De cette manière, ils pourraient envoyer de plus grandes sommes d'argent vers leur pays d'origine (Faini, 2007).

Pour finir, à cette période, une nouvelle vision sur la migration naît, montrant que la migration n'est pas un mouvement linéaire d'un point A vers un point B mais la migration est un mouvement bien plus complexe (Meyer, 2008). La migration peut se traduire comme étant fait de mouvements circulaires entre pays ou des mouvements de retour (Meyer, 2008). Ce qui signifie que les personnes qualifiées pourraient revenir temporairement ou définitivement dans leur pays d'origine. Les migrants peuvent

également continuer à tisser des liens même hors pays (comme expliqué dans le point ci-dessus) ou s'organiser en diaspora (Meyer, 2008).

Tous ces exemples montrent alors en quoi la fuite des cerveaux peut devenir un gain et avoir des impacts positifs sur le pays de départ.

## **2.2. Dans la sphère politique**

La crise économique mondiale qui perdure depuis les années 70 a généré une diminution des offres d'emploi. Il en résulte que les politiques des pays européens commencèrent à changer de perspectives. Ils ne voyaient plus la migration internationale comme un impact favorable au développement mais comme un problème à l'ordre national qu'il fallait résoudre (Guengant, 2002).

Vu l'ampleur des migrations internationales, la migration était vue comme un mouvement incontrôlable et indésirable (Guengant, 2002). Ils commencèrent alors à durcir leur politique d'immigration en contrôlant les arrivées sur leur territoire (de Haas, 2010). Pour eux, le contrôle était vu comme une manière pour arrêter la migration internationale.

## **Conclusion**

Il a été important de montrer dans ce chapitre que, depuis les années 90, les résultats de nombreux travaux de recherches empiriques ont été publiés et font des conclusions très hétérogènes sur le lien « migration - développement » (de Haas, 2010). Ce lien est donc plus complexe que ce que les anciennes perspectives proposaient (Monsutti, 2008). Il n'y a donc pas de « lien automatique, mécanique ou déterminé » entre migration et développement (Monsutti, 2008, p.32).

Cette période essaye également de combiner et de fusionner les idées antérieures en montrant que le migrant n'est pas seulement un agent du développement mais qu'il se trouve également dans une structure globale.

## **Chapitre 5 : Discours sur le lien « migration – développement » entre 1995 – jusqu’à nos jours**

---

### **1. Théorie du développement : Double aspects (le néolibéralisme / les objectifs internationaux)**

Depuis les années 2000, le développement se traduit dans la réalité de deux façons. La première dans le néolibéralisme et la seconde par les initiatives et les accords internationaux de développement durable conçus par les institutions internationales. Ces deux faces coexistent et créent alors un monde où le développement a une double tête.

Ces deux visions coexistent également dans la réalité de la migration et créent alors des situations paradoxales pour la gestion des migrations internationales. Dans ce chapitre, nous nous concentrerons sur l’étude des principaux arguments que les Nations Unies utilisent pour expliquer le lien « migration – développement ». Dans le prochain chapitre, nous étudierons de manière critique en quoi le système néolibéral crée des situations d’inégalités pour les conditions de vie des migrants.

- **Les objectifs du millénaire (OMD) / les objectifs du développement durables (ODD)**

Afin de créer des consensus globaux autour de sujets comme la diminution de la pauvreté, la protection des droits de l’homme etc., les Nations Unies ont commencé à organiser des sommets mondiaux de manière régulière (Lapeyre, 2006).

Les Objectifs du Millénaire (OMD) signés en 2000 provoquèrent alors le retour de l’ONU comme acteur principal dans les débats de développement (Lapeyre, 2006). Tous les états membres de l’ONU s’engagèrent à mettre en place des mesures et des actions pour atteindre huit objectifs pour 2015 parmi lesquels : l’élimination de la pauvreté et de la faim, la préservation de l’environnement, la promotion de l’égalité des sexes, etc. (Lapeyre, 2006). Les institutions internationales fixèrent, pour la première fois, des objectifs clairs avec des indicateurs à suivre et à remplir ; cependant, ces objectifs ne sont pas contraignants.

Ces objectifs ont été importants dans la vision du développement durable car ils ont pu mettre en avant d’autres objectifs que ceux économiques tels que des objectifs sociaux ou environnementaux (Lapeyre, 2006).

En 2015, les états membres de l'ONU se retrouvèrent et fixèrent de nouveaux objectifs appelés « Objectifs du développement durable » (ODD) qu'ils devront atteindre pour 2030 (Hugon, 2016). Ces objectifs sont dans la continuité des différents sommets de la terre ainsi que des OMD mais ils essaient d'être les plus complets, d'évoluer et d'être en accord avec le monde qui se transforme (Hugon, 2016).

Pour atteindre ces objectifs, les institutions internationales non seulement attendent des états de mettre en place des initiatives mais également attendent une coopération provenant de la société civile et des institutions non gouvernementales (ONG). C'est pourquoi, pour eux, toute personne est vue comme un « agent du développement ».

Le migrant est alors perçu comme un acteur social et politique qui peut aider à contribuer au développement (OIM, sd). Mais l'OIM rajoute que la contribution du migrant ne pourrait se faire que si la migration est bien gérée dans le pays de destination. En effet, sans une bonne gestion de la migration et des communautés migrantes, les migrants peuvent subir des situations dangereuses et se trouver dans une posture de vulnérabilité et d'exclusion sociale (OIM, 2022).

En revanche, ces objectifs, même s'ils sont partagés par tous les états membres de l'ONU, feront l'objet de plusieurs critiques. En effet, les critiques disent que ces objectifs sont idéaux et qu'il serait difficile de les réaliser sans une remise en question du système globale économique et politique (Hugon, 2016).

## **2. Étude du lien « migration - développement » à partir des années 2000**

Depuis la fin des années 90 jusqu'à nos jours, les discours provenant d'organisations et d'institutions internationales essaient de reprendre la main sur les discours dominants à propos du lien « migration - développement » (Castles, 2009 ; Bréant, 2012).

Leurs discours sont caractérisés plutôt comme « positifs » car ils mettent en avant les impacts positifs que la migration internationale pourrait engendrer sur le développement. Pour eux, c'est, entre autres, à travers les transferts de fonds envoyés par le migrant vers son pays d'origine que le migrant pourrait contribuer au

développement de son propre pays (Herrera & al., 2018). La migration est devenue un thème central et principal pour les Nations Unies (Efionayi-Mäder & al., 2008). De cette manière, de nombreux rapports et études sont publiés par ces institutions internationales (comme ceux de la Banque Mondiale) et essaient de montrer en quoi la migration pourrait contribuer de manière importante au développement des pays du Sud (Castles, 2009). Les migrants sont vus « comme des investisseurs potentiels, comme le principal moteur du développement » ; ils sont même comparés à de « véritables « héros du développement » » (Castles, 2009 ; Monsutti, 2008, p.25 ; Giorguli Saucedo & Gutiérrez, 2012, p.24). Par ces institutions, la mobilité migratoire est vue comme primordiale pour le développement humain (Wihtol de Wenden, 2017).

- **Transferts de fonds**

Les transferts de fonds constituent donc actuellement le premier argument utilisé par les organismes internationaux (comme la Banque Mondiale, le FMI, le PNUD par exemple) pour mettre en avant les contributions économiques du migrant au développement (Raghuram, 2009 ; Breant, 2012 ; Canales, 2008). C'est pourquoi nous développerons et étudierons un peu plus cette thématique dans ce point que ce que nous avons pu faire dans les chapitres précédents.

Les envois de fonds prennent de plus en plus d'ampleur ces dernières années et deviennent égaux ou surpassent même l'apport des aides publique au développement (Guengant, 2002 ; Wanner, 2008 ; Faret, 2007 ; Efionayi-Mäder et al., 2008). Mais certains auteurs comme Philippe Wanner<sup>13</sup> rappellent que, même si ces transferts d'argent surpassent l'aide publique, ils ne peuvent pas remplacer cette aide (Wanner, 2008).

De nombreux auteurs vont se pencher sur l'étude des transferts de fonds, nous présenterons ci-dessous les principales critiques envers ceux-ci.

Le Fonds International de développement agricole (FIDA) estime qu'en 2020 « 605 milliards de dollars ont été envoyés dans les pays à revenu faible et intermédiaire par

---

<sup>13</sup> Philippe Wanner est professeur à la faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève.

les travailleurs émigrés » (FIDA, s.d., para 4) Ils prédisent qu'entre 2022 et 2030, « 5 400 milliards de dollars seront envoyés par les travailleurs migrants dans leur communauté d'origine dans des pays en développement » (FIDA, s.d., para 3). Le FIDA estime également que ces transferts d'argent toucheraient 1 personne sur 10 dans le monde mais ces estimations ne prennent en compte que les transferts de fonds de pays développé vers des pays en développement (Wanner, 2008). De plus, ces estimations, comme le nom l'indique, ne représentent pas les montants réels échangés entre régions du monde. En effet, les envois de fonds envoyés par les migrants vers leurs proches se font de manière formelle mais également de manière informelle (Charbit & Feld, 2008).

Les gouvernements aimeraient que ces transferts de fonds soient investis dans des activités économiques car, pour eux, ce ne serait que de cette manière que ces transferts d'argent pourraient avoir un impact sur le développement de leur pays (Wanner, 2008).

Mais les migrants envoient-ils réellement cet argent à leurs proches restés au pays afin de développer économiquement leur pays comme le souhaite les institutions internationales ?

Dans la réalité des migrants, ces transferts de fonds ont tout sauf ce but principal là. En effet, les migrants envoient cet argent pour plusieurs raisons : aider leur famille pour les dépenses journalières, rembourser à leur famille les dettes que leur migration aurait pu engendrer (études, transports, ...), accroître les conditions de vie de leur famille restée au pays, acheter des biens dans leur pays d'origine afin de préparer leur éventuel retour, etc. (Wanner, 2008 ; Zimmerman, 2017). Il faut rappeler que ces transferts d'argent se font de particulier à particulier. En envoyant l'argent, les migrants n'ont donc pas pour but premier d'être investi dans le développement économique du pays de départ (Monsutti, 2008).

De plus, même si l'argent est envoyé par les migrants avec un but initial, ce sont les personnes qui la reçoivent qui décident de comment ils vont l'utiliser (Wanner, 2008). D'après des recherches empiriques, l'argent reçu par les familles est utilisé dans un premier temps à des fins de consommation comme l'achat d'aliment journalier, les frais de santé ou encore les frais de logement (Faret, 2007).

Cet argent aiderait quotidiennement les familles dans leurs dépenses et n'aurait donc pas pour but de développer économiquement leur pays (Charbit & Feld, 2008 ; Monsutti, 2008).

Nous pouvons rajouter que les transferts de fonds peuvent également accroître les inégalités sociales et économiques.

Ces inégalités peuvent se faire ressentir à différentes échelles :

- Entre les ménages bénéficiaires et ceux qui ne reçoivent pas d'aide (Wanner, 2008).
- Entre les pays : en 2008, ce sont les pays en « transition » qui reçoivent le plus d'argent par rapport aux pays les plus « pauvres » (Wanner, 2008).
- Entre les régions d'un même pays : au Pérou par exemple, ce sont les ménages se trouvant dans les régions côtières (qui sont les plus développées économiquement) qui reçoivent plus d'envois de fonds par rapport aux régions rurales (Skeldon, 2008).

Comme expliqué dans le chapitre 3, les pays et les ménages se retrouvent alors dépendant de ces envois, créant alors des situations d'extrême fragilité. En effet, comme ces transferts sont privés, ils peuvent varier en fonction des liens que les migrants ont avec leur famille. Par exemple, une famille bénéficiaire de ces transferts pourrait, du jour au lendemain, ne plus percevoir d'argent si le migrant qui avait l'habitude de leur en envoyer n'en a plus l'envie (Giorguli Saucedo & Gutiérrez, 2012).

Afin que ces envois de fonds aient un impact positif, plusieurs auteurs préconisent que les états doivent mettre en place des politiques publiques qui aideraient à diriger l'utilisation de ces fonds (Wanner, 2008). Un exemple célèbre est celui du programme mexicain « Tres por Uno ». Ce programme a pour but d'encourager les migrants qui vivent à l'étranger de continuer à investir dans leur pays d'origine même s'ils sont loin. En effet, ce programme propose aux migrants d'investir leur argent dans différentes associations mexicaines qui travaillent par exemple dans la création d'infrastructures sociales (création d'hôpitaux, assainissement de l'eau, etc.). Chaque dollar versé par le migrant oblige chaque gouvernement national, local et régional à investir en échange 3 dollars (Loterio-Echeverri & Perez-Rodriguez, 2019). Ce programme favorise que

l'argent envoyé contribue et bénéficie à toute la communauté et pas seulement aux ménages (Faret, 2007). De cette manière, cet argent contribuerait au développement social du pays d'origine.

Dans cette même idée, d'autres auteurs comme Denis Cogneau expliquent qu'il faut étudier l'impact des transferts de fonds à long terme. De ce point de vue, les transferts de fonds contribueraient au développement social du pays d'origine. En effet, ces transferts d'argent aideraient les familles à payer les frais de scolarité ce qui induirait à long terme une augmentation du niveau de vie (Cogneau & Gubert, 2006).

Pour conclure, nous remarquons que le rôle positif de ces envois de fond est donc surévalué dans les discours des institutions internationales (Canales, 2011). Cette surreprésentation de ces transferts de fonds dans les discours provoquerait alors l'invisibilité des contributions démographiques et sociales des migrants (Canales, 2011 ; Canales, 2015).

- **Volonté d'une gestion globale de la migration de la part des institutions internationales**

Les institutions internationales ont comme volonté de gérer globalement la migration internationale. Pour eux, ce n'est que de cette manière que la migration internationale pourrait réellement avoir un impact positif sur le développement durable. C'est pourquoi ces organisations organisent depuis des années plusieurs conférences qui sont consacrées à discuter de la gestion des situations de migrants. Ils élaborent des normes et des stratégies mondiales autour de la migration internationale (OIM, sd). En effet, pour ces organismes internationaux, la mauvaise gestion des migrations peut engendrer pour les migrants des situations de danger et amener alors des conséquences négatives pour le développement (OIM,sd.).

C'est dans ce sens que les institutions internationales, en collaboration avec les états membres, créent des accords internationaux afin de gérer de façon globale la migration. En 2018, ils adoptèrent le « Pacte Global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » qui a comme but d'être un pacte qui aiderait à gérer les migrations internationales (Hut, 2019). En revanche, ce pacte est non contraignant ce qui signifie que son application est difficile.

Cependant, cette volonté de la part des institutions internationales à gérer internationalement la question de la migration se heurte à la non-volonté des pays du Nord qui ont une vision sécuritaire sur la question des migrations (Wihtol de Wenden, 2022). Cette vision sécuritaire provenant des pays occidentaux n'est pas nouvelle et dure depuis des années. Pour eux, la circulation des personnes ne doivent pas être une libre circulation mais, au contraire, devrait être contrôlée et sélective afin de sauvegarder l'unité nationale (Nyberg Sorensen, 2012 ; Delkáder-Palacios, 2021). Certains pays du Nord comme le Canada, les États-Unis ou encore l'Allemagne ont des politiques migratoires sélectives. Ils examinent, entre autres, les qualifications universitaires du migrant et ses compétences linguistiques pour octroyer des autorisations de séjours (Loterio-Echeverri & Pérez-Rodriguez, 2019). Les migrants ayant des qualifications élevées sont donc les bienvenus dans ces pays ; à l'inverse, les migrants ayant un niveau éducatif bas sont alors repoussés et ne se voient pas octroyer des papiers de séjours (Herrera et al., 2018). Les gouvernements considèrent que les migrants perturberaient la stabilité nationale. Ils ont donc un discours discriminatoire et criminalisant envers les migrants peu qualifiés. Leur politique peut même aller jusqu'à ne pas respecter les droits humains des migrants (Delgado Wise & Márquez Covarrubias, 2015).

- **Les diasporas**

Les institutions internationales, depuis le début les années 2000, essayent également de mettre en avant l'importance et le rôle d'agent de développement que peuvent jouer les diasporas de migrants dans leur pays d'origine (Sinatti & Horst, 2015 ; Assogba, 2002).

Pour être le plus clair possible pour la suite de ce point, il nous semble intéressant de définir ce que nous entendons par « diaspora ». Le concept de diaspora a une longue histoire et provient du grec « Sparo » ou « Speira » qui veulent dire respectivement « graine » ou « semer » (Assogba, 2002). Ce terme a souvent été utilisé dans le langage courant pour désigner la diaspora juive ou la diaspora palestinienne.

L'OIM définit, quant à elle, la diaspora de manière large comme représentant « les migrants ou les descendants de migrants dont l'identité et le sentiment d'appartenance ont été façonnés par leur expérience migratoire et leur parcours » (OIM, 2018, p.335) D'autres auteurs comme Duany définissent, quant à eux, la diaspora comme étant « la dispersion d'une population hors de son territoire d'origine, qui entretient avec ce territoire de multiples liens dans le temps et dans l'espace »<sup>14</sup> (Duany, 2011, p.12).

Les diasporas ont alors été, petit à petit, vues comme pouvant contribuer au développement de leur pays d'origine sur différents niveaux et secteurs économiques, sociaux ou encore politiques (OIM, s.d ; Rapoport, 2017).

Au niveau économique, les diasporas pourraient faciliter le commerce bilatéral entre pays et donc favoriser les importations et les exportations (Rapoport, 2017). En effet, certaines diasporas de migrants peuvent devenir un atout car elles ont des liens et des réseaux entre pays ce qui facilite les échanges commerciaux. Elles ont également des compétences linguistiques et des savoirs sur le contexte institutionnel (Rapoport, 2017).

Au niveau social, les diasporas participent à ce qu'on appelle les « transferts sociaux ». En effet, quand les migrants sont à l'étranger ils sont confrontés et s'imprègnent tous les jours de nouvelles idées, coutumes et pratiques culturelles (Rapoport, 2017). Les membres des diasporas peuvent alors transférer ces nouvelles normes apprises à leur famille et à leurs proches du pays via leurs contacts fréquents (via les réseaux sociaux, téléphone etc.) (Rapoport, 2017). Ces « transferts sociaux » doivent être compris de manière large regroupant le transfert de « valeur politique, (...) des attitudes et pratique religieuse, (...) de l'égalité de genre » (Rapoport, 2017, p.34).

Au niveau politique, les membres des diasporas peuvent encourager les processus de démocratisation dans leur pays d'origine (Rapoport, 2017).

Même si les diasporas sont des regroupements de migrants qui se font de manière spontanée, leur organisation n'est pas un phénomène qui va de soi. C'est pourquoi les

---

<sup>14</sup> « dispersión de una población fuera de su territorio de origen, que mantiene múltiples vínculos con ese territorio a través del tiempo y el espacio » (Traduction personnelle de Duany, 2011)

institutions internationales préconisent de mettre en place des aides et des dispositifs afin de faciliter « l'accompagnement et le renforcement de ces liens » (Meyer, 2013, p.135).

### **Conclusion**

Nous avons pu constater à travers ce chapitre que, depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle, les Nations Unies et les organismes internationaux essayent de reprendre la main sur les discours dominants autour du lien « migration – développement ». Ils mettent principalement l'accent, dans leurs rapports et discours, sur l'importance des transferts de fonds ainsi que le rôle des diasporas pour le développement.

Ce chapitre a pu finalement montrer que les politiques migratoires des pays occidentaux sont en général des politiques sécuritaires ce qui rend difficile une gestion globale comme le prônent les institutions internationales.

## Chapitre 6 : Vers une vision critique venant du Sud

---

Dans ce dernier chapitre, nous avons voulu mettre en avant une vision critique contemporaine sur le lien « migration - développement ».

Pour ce faire, nous nous baserons principalement sur différents articles de sociologues, politologues et économistes trouvés dans la revue « Migración – Desarrollo » éditée par l'Université Autonome de Zacateca au Mexique. Cette revue publie, tous les 6 mois depuis plus de 15 ans, différents articles et travaux ayant une vision critique envers les visions dominantes du lien « migration - développement ». Nous avons lu, entre autres, plusieurs articles du professeur et sociologue Mexicain Alejandro I. Canales, du professeur Humberto Marquez Covarrubias qui est expert dans les études critiques sur le développement et de Raul Delgado Wise qui est le directeur de l'Unité Académique d'étude du Développement de l'université Autonome de Zacatecas.

### 1. Discours dominants considérés comme réducteurs, idéalistes et orientés

Comme nous avons pu le présenter dans les chapitres précédents, les débats sur le lien « migration - développement » ont été dominés par des visions occidentales et des visions des organisations internationales (Canales & Gaspar Olvera, 2022 ; Delgado Wise, 2018). C'est pourquoi il nous a semblé indispensable de consacrer un chapitre sur les visions critiques provenant du Sud.

Ces auteurs ont dressé différentes critiques autour des argumentaires que les organisations internationales utilisent afin de parler du lien « migration - développement ».

Premièrement, les visions occidentales sur le lien « migration - développement » sont vues par ces auteurs critiques comme des visions **réductrices** car ces discours dominants ne s'intéressent principalement qu'aux effets économiques et productifs que les migrants ont sur leur société d'origine et d'accueil (Canales, 2011). Ces discours occultent alors les impacts et les effets démographiques, sociaux et politiques que peuvent engendrer les migrants dans le pays d'origine, dans le pays de transit ainsi que dans le pays d'accueil (Canales, 2011 ; Delgado, 2018).

Deuxièmement, ces discours dominants sont également considérés comme des discours **idéalistes** car ils occultent volontairement les inégalités auxquelles les migrants internationaux font face au jour le jour comme la xénophobie, la traite d'être humain, les conditions de vie précaires, les conditions de travail médiocres, etc. (Canales, 2008 ; Herrera et al., 2018). Les discours dominants présenteraient également le lien « migration - développement » comme gagnant à tous les coups ; la migration impacterait systématiquement de manière positive les pays de départ, de transit et d'accueil (Breda et al., 2022). Cependant, les discours dominants font une grave erreur dans leur analyse car ils n'étudient pas le contexte dans lequel les migrations internationales se déroulent. Les mouvements migratoires, dans les discours dominants, sont donc vus comme une stratégie que les individus élaboreraient seuls, choisiraient librement voir même de façon altruiste, indépendamment de toute structure globale alors que les mouvements migratoires ne peuvent être étudié indépendamment du contexte (Márquez Covarrubias, 2010). C'est pourquoi ces auteurs latino-américains prônent donc de démystifier et d'aller au-delà des idées dominantes en allant étudier empiriquement quelles sont les situations de vulnérabilités sociales auxquelles font face les migrants internationaux (Delgado Wise, 2018).

Troisièmement, les discours dominants se présentent comme des discours « neutres » qui essaient de dépolitiser la migration (Delgado Wise, 2018 ; Breda et al., 2022). Mais en réalité, ces discours sont des discours **orientés** vers les intérêts des pays du Nord et des grandes entreprises multinationales basées dans ces pays (Delgado Wise, 2008). Cela est dû au fait que pendant plusieurs décennies les mouvements migratoires se faisaient principalement du Sud vers le Nord. Les gouvernements du Nord ont alors orienté leurs discours sur le lien « migration - développement » vers leurs propres intérêts afin de pouvoir, d'une part, gérer et contrôler la migration internationale et, d'autres part, s'assurer que les pays du Sud coopèrent avec les politiques du Nord (Canales, 2011 ; Delgado Wise et al., 2009 ; Delgado Wise, 2018, Márquez Covarrubias, 2010).

Une manière pour eux de paraître « dépolitisé » consisterait à utiliser de manière excessive et abusive les statistiques et les chiffres dans leurs discours (Bréant, 2012 ; Breda et al., 2022). En procédant de la sorte, leurs discours passeraient d'un discours

politique vers un discours d'expert. Leurs discours seraient vus comme indiscutables car leurs arguments se baseraient sur des chiffres et du « concret » (Bréant, 2012). Ces discours ne laisseraient pas la place à la partie qualitative de l'étude des migrations et se contenteraient d'expliquer de manière quantitative les migrations internationales et leurs liens avec le développement (Bréant, 2012).

Ces visions dominantes du lien « migration - développement » sont donc incomplètes, orientées et cachent volontairement les inégalités auxquelles les migrants sont confrontés (Delgado Wise, 2018).

## **2. Le migrant peut impacter la démographie du pays d'accueil**

Les débats dominants provenant des organismes internationaux se sont fortement concentrés sur l'impact économique que les migrants pourraient avoir sur le pays d'origine. En utilisant ce mécanisme, les discours rendent invisibles les contributions économiques mais surtout les contributions sociales que les migrants apportent dans les pays de destination (Canales & Gaspar Olvera, 2022).

Ainsi, dans plusieurs études publiées par Alejandro I. Canales où il étudie l'impact des migrations mexicaines aux États-Unis, il montre que les migrants mexicains impactent économiquement le PIB national des États Unis mais également socialement et démographiquement.

Ce dernier point nous semble intéressant à développer. En effet, il explique que la population des pays dits « avancés » est dans un processus de vieillissement de leur population qui est provoqué par la baisse de fécondité et par la hausse de l'espérance de vie (Canales & Gaspar Olvera, 2022). Ce phénomène démographique engendre un déficit de personnes en âge de travailler ce qui pourrait causer des problèmes dans la productivité et la durabilité de l'économie de ces pays (Canales & Gaspar Olvera, 2022). Cependant, on remarque que ce déficit de mains-d'œuvre pourrait être comblé par l'immigration provenant de pays en « développement ». En effet, bien souvent, la démographie de ces pays est différente de celle des pays « avancés » (Canales & Gaspar Olvera, 2022). Par exemple, dans le cas des États-Unis, les Mexicains ont une dynamique démographique opposée à celle de la population blanche des États-Unis. Leur taux de natalité est plus haut, ce qui garantit une quantité importante de personnes

en âge de travailler ce qui comblerait le déficit expliqué ci-dessus (Canales, 2011). De cette manière, dans notre exemple, la migration mexicaine pourrait donc contribuer au ralentissement du vieillissement de la population et combler le manque de mains-d'œuvre aux Etats-Unis (Canales, 2011).

### 3. Le migrant vu comme le « sauveur »

Les organismes internationaux dépeignent dans leurs discours le migrant comme étant le « sauveur » et le « héros » du développement ; il serait alors considéré comme l'acteur principal qui pourrait développer son pays (Canales, 2013 ; Delgado Wise, 2018). De cette manière, toute la responsabilité pour développer son pays est portée sur le migrant (Delgado Wise & Márquez Covarrubias, 2015). Dans cette vision, le sous-développement économique serait donc vu comme la conséquence d'une mauvaise gestion des individus recevant de l'argent (Delgado Wise & Marquez Covarrubias, 2015). Le migrant est alors perçu comme le responsable du manque de développement. Cependant, « la migration n'est ni un remède ni une malédiction pour le développement »<sup>15</sup> (Taylor, 2006, p.16) ; il faut donc comprendre que le migrant, à lui seul, ne peut pas endosser toute la responsabilité ou tout le succès au développement. Pour les auteurs critiques latino-américains, les discours dominants se trompent d'échelle dans leurs analyses. Le développement est une question politique macro-structurelle et non un sujet que les migrants pourraient résoudre (Efionayi-Mäder et al., 2008).

Les auteurs latino-américains suggèrent qu'il serait plus judicieux d'étudier et de remettre en question la structure économique globale qui est le néolibéralisme dans laquelle les migrations internationales se déroulent (Delgado Wise & Marquez Covarrubias, 2015).

---

<sup>15</sup> « Migration is neither a cure nor a curse for development » (Taylor, 2006 - Traduction personnelle)

#### **4. Remise en cause de la mondialisation et du système néolibérale**

Les organismes internationaux, à travers leurs discours, essayent de démontrer de manière positive les impacts que la migration engendrerait aussi bien sur les pays d'accueil ou de destination que sur le migrant lui-même et sa famille.

Dans leurs discours internationaux, toutes les parties seraient gagnantes :

- Les pays d'origine recevraient par les transferts de fonds de l'argent qu'ils pourraient utiliser pour se développer économiquement (Márquez Covarrubias, 2010).
- Les pays de destination accueilleraient des migrants qualifiés sans devoir investir de l'argent dans leur éducation (Márquez Covarrubias, 2010).
- Le migrant et sa famille augmenteraient inévitablement leurs conditions de vie via la migration (Márquez Covarrubias, 2010).

Mais ces discours ne sont pas réalistes et cachent en réalité volontairement toutes les conséquences du contexte dans lequel les migrations internationales s'inscrivent. De cette manière, les penseurs contemporains latino-américains, que nous avons présenté ci-dessus, mettent en avant qu'il faut étudier les liens entre mondialisation, néolibéralisme et inégalités migratoires si on veut vraiment comprendre toutes les implications du lien « migration – développement » (Herrera et al., 2018).

En effet, ces auteurs rappellent qu'il faut étudier le contexte et le système dans lequel nous sommes pour comprendre l'immigration et les inégalités que ce système procure sur le statut des migrants internationaux (Canales & Gaspar Olvera, 2022). Dans les discours dominants contemporains qui lient « migration - développement », aucune remise en cause du système néolibéral n'est mentionnée. Dans leurs discours, ils omettraient volontairement de mentionner et de questionner ce système (Márquez Covarrubias, 2010).

En quelques mots, le néolibéralisme est une nouvelle forme de capitalisme qui restructure le système mondial (Delgado Wise et al., 2009). Le néolibéralisme a comme but d'amoindrir le rôle de l'état et de laisser le marché se réguler seul car l'état est perçu comme un poids et comme le problème principal qui empêcherait d'atteindre le développement (de Lagasnerie, 2013). Pour encourager l'économie mondiale, le néolibéralisme prône alors l'ouverture des marchés mondiaux et la libre concurrence, ce qui inciterait donc les entreprises privées à investir et à produire non seulement dans leur pays, mais aussi à internationaliser leur production (Delgado Wise et al. 2009). Le néolibéralisme instaure alors un système des formes d'exploitation du sol et du travail des personnes. En effet, afin d'être concurrentielles les entreprises privées essaient de trouver de la matière première et de la main-d'œuvre « bon marché, flexible et non règlementée »<sup>16</sup> (Canales & Gaspar Olvera, 2022, p.8 ; Delgado Wise, 2009). Ce système crée, dans les pays et chez les habitants du Sud, des situations de dépendance et d'inégalité face aux demandes des entreprises privées qui détiennent du capital (Canales & Gaspar Olvera, 2022 ; Delgado Wise et al., 2009). Le néolibéralisme contribue aussi à un accroissement des inégalités économiques entre pays du Nord et pays du Sud ; ce qui engendre l'expulsion de la main-d'œuvre des pays du Sud vers d'autres pays (Delgado Wise et al., 2009). Les entreprises des pays du Nord profitent alors « d'une main-d'œuvre abondante, désorganisée, vulnérable, flexible et précarisée » pour s'enrichir (Delgado Wise & Marquez Covarrubias, p.250). De nombreux migrants sont, de ce fait, confrontés à des formes extrêmes de surexploitation de leur travail comme le dépassement des heures légales de travail par semaine, la faible rémunération de travail, l'inexistence d'assurance de travail, la traite d'être humain (comme la prostitution), etc. (Delgado Wise, 2009 ; Márquez Covarrubias, 2021).

Pour les auteurs latino-américains, ce ne serait donc pas le manque de développement qui causerait la migration internationale ; ce serait plutôt le modèle de développement et de mondialisation qui provoquerait ces migrations (Canales & Gaspar Olvera, 2022 ; Akinin et Froger, 2015). De plus, ce sont ces modèles de développement qui ont produit

---

<sup>16</sup> « (...) Trabajo barata, flexible y desregulada (...) » (Traduction personnelle du texte de Canales & Gaspar Olvera, 2021).

et qui produisent encore aujourd'hui des situations de vulnérabilités sociales chez les migrants.

« La mondialisation contemporaine a permis une mobilité croissante des biens, des capitaux, de l'information et des hommes, elle a aussi un prix, « le prix de l'inégalité » » (Aknin, Froger, 2015, p.7).

### **Conclusion**

Sur base de différents textes provenant d'auteurs principalement latino-américains, ce dernier chapitre avait comme but de dresser un regard alternatif et critique sur les visions dominantes du lien « migration - développement ».

Ils démontrent que les visions dominantes des institutions internationales sont réductrices et idéalistes. Les visions des auteurs latino-américains tentent, quant à elles, d'approfondir et de comprendre le développement de manière multidimensionnelle incluant dans leur définition des dimensions économiques, politiques, sociales, culturelles, démographiques, etc. (Delgado Wise, 2018). Ils apportent également une attention particulière à toutes les conséquences que le néolibéralisme cause sur les droits des migrants et sont attentifs à ne pas faire porter sur les épaules du migrant le manque ou la réussite du développement.

## Conclusions générales

---

Ce mémoire a eu comme objectif non pas de trancher les débats qui lient les concepts de la migration internationale et du développement, mais d'avoir un regard critique et nuancé sur les principaux enjeux et thématiques débattus depuis 1950.

C'est pourquoi il nous a semblé pertinent de diviser notre travail en différentes périodes de temps et de retracer pour chacune d'elles les opinions dominantes sur le sujet ainsi que les critiques adressées à celles-ci. Nous avons porté une attention particulière aux débats et critiques provenant de chercheurs latino-américains.

Nous proposerons, afin de conclure notre travail, de faire un survol des principales thématiques que nous avons abordées tout au long de celui-ci.

Tout d'abord, nous avons voulu souligner que tant le concept de migration que le concept de développement sont des notions complexes qui peuvent être définies en fonction des intérêts des acteurs et des enjeux de l'époque.

Par la suite, à travers plusieurs chapitres, chacun se consacrant à une période définie, nous avons étudié en profondeur le lien « migration – développement » :

- Durant la première période allant de 1953 à 1973, le lien « migration - développement » était perçu comme étant *positif*. Influencée par la théorie de la modernisation, la migration internationale permettrait de contribuer au développement économique des « pays en développement ». C'est, entre autres, à travers les envois de fonds et le retour des migrants que cette modernité économique pourrait se faire.
- S'ensuit, à partir des années 70, une période de *pessimisme* propulsée par les idées des théoriciens de l'école structuraliste de la CEPAL et des théories de la dépendance. Eux, à contrario, voient la migration comme un mécanisme de domination des pays du Nord sur les pays du Sud. C'est, notamment, à travers le concept de « fuite de cerveaux » que nous avons pu expliquer ce mécanisme de domination. En effet, en attirant les migrants vers leur pays, les

gouvernements du Nord seraient vus comme volant les forces vives des pays en développement (Brain drain).

- Entre 1990 et 2000, dans les sphères académiques, apparaît une période de doute et de remise en question des discours dominants. En effet, le lien « migration – développement » se veut plus complet et plus complexe. Chaque situation migratoire est propre à elle-même et peut donc impacter différemment le développement. De nombreux théoriciens mettent alors en avant de nouveaux concepts comme le « Brain Gain » et le transnationalisme.
- Actuellement, la migration internationale est vue par les institutions et les organismes internationaux comme l’emblème de la modernité contribuant au développement économique à différents niveaux : micro et macro. Dans leur vision, entreprendre une migration impacterait alors positivement les conditions de vie du migrant et de sa famille grâce, entre autres, aux envois de fonds. De plus, les institutions internationales soulignent l’importance des diasporas pour le développement.  
Néanmoins, ces discours peinent à avoir un impact sur les politiques nationales car c’est une vision sécuritaire qui prévaut au niveau des politiques migratoires des pays du Nord (contrôle, sélection du migrant, etc.).

Pour finir, nous avons terminé par un chapitre dressant différentes critiques principalement trouvées dans des textes publiés dans la revue « Migración - Desarrollo ». Ces experts latino-américains critiquent et questionnent, depuis plus de 15 ans, les visions dominantes. Pour eux, les discours dominants sont vides de sens, idéaux, non réalistes et dominés par les intérêts des pays du Nord. De plus, ces auteurs portent une attention particulière aux impacts négatifs que le système néolibéral engendrerait sur les migrants internationaux (travaux forcés, exploitations de migrants, etc.) et sur les pays du Sud (accroissement des inégalités entre pays). De nombreux migrants sont alors confrontés à « la précarisation de leur travail, à l’exclusion sociale et à la marginalisation politique » (Delgado Wise & Marquez Covarrubias, 2015, p.250). Ces auteurs expliquent également que ce n’est pas le manque de développement qui cause la migration mais au contraire la forme de développement.

A travers ce travail, nous pouvons conclure que les débats et les discours dominants étudiant le lien « migration – développement » sont des discours propres à chaque époque et qui sont influencés par les théories du développement dominantes.

Même si, au cours du temps, les débats ont essayé d'inclure des aspects sociaux et humains dans le développement, l'économie reste bien l'enjeu principal. Nous pouvons donc conclure, avec un regard critique, que les débats dominants actuels qui lient « migration – développement » serviraient plutôt aux acteurs politiques ; ils orienteraient leurs discours en fonction de leurs propres intérêts. Les droits et la sécurité des migrants ne sont pas leurs principales préoccupations.

Nous aimerions terminer par deux interrogations et questionnements personnels qui nous ont survenus tout au long de ce travail :

L'Amérique latine est une région du monde particulièrement touchée par les projets extractivistes. Ces projets sont organisés et menés par des entreprises industrielles qui cherchent à extraire les matières premières (pétrole, minerais, gaz, etc.) des sols latino-américains (Langlois & Magana Canul, 2023). Les territoires sont ainsi sacrifiés au nom du développement, forçant la délocalisation et la migration de nombreuses personnes. Comment peut-on donc « étudier l'impact des migrations sur le développement » si c'est le propre développement qui cause la migration ?

Pour finir, dans les prochaines années, dû au dérèglement climatique, le monde sera confronté à une amplification des migrations environnementales. En effet, de plus en plus de personnes vont devoir se déplacer et migrer de force vers d'autres régions du monde. Avant toute question impliquant le développement, le migrant se déplacerait non pas au nom du développement mais comme moyen de survie. De cette manière, les débats qui lient « migration – développement » ne seraient-ils pas des débats déconnectés de la réalité qui passeraient finalement à côté de l'essence même des migrations ? En effet, il faut garder en tête, et principalement dans le futur, que...

*«La movilidad de las personas es una estrategia de vida (...)»<sup>17</sup>.  
(Herrera et al., 2018, p.5)*

---

<sup>17</sup>« La migration est une stratégie de vie » (Traduction personnelle – Herrera et al., 2018, p.5)

## Bibliographie

---

- Aknin, A., & Froger, G. (2015). Migrations et développement : Questions de soutenabilité ou soutenabilités en question ? : *Mondes en développement*, n° 172(4), 7-12. <https://doi.org/10.3917/med.172.0007>
- Alternatives Sud (2004), Éditorial : Le défi des migrations internationales, Centre Tricontinental, Vol XI, 1 – 8, [https://www.cetri.be/IMG/pdf/Le\\_defi\\_des\\_migrations\\_internationales-editorial.pdf](https://www.cetri.be/IMG/pdf/Le_defi_des_migrations_internationales-editorial.pdf)
- Arango, J. (2003). La explicación teórica de las migraciones : Luz y sombra. *Migración y Desarrollo*, 01(01), 4-22. <https://doi.org/10.35533/myd.0101.ja>
- Assogba, Y. (2004). Diaspora, mondialisation et développement de l’Afrique. *Nouvelles pratiques sociales*, 15(1), 98-110. <https://doi.org/10.7202/008263ar>
- Bréant, H. (2012). Démontrer le rôle positif des migrations internationales par les chiffres. Une analyse de la rhétorique institutionnelle du système des Nations unies. *Mots*, 100, 153-171. <https://doi.org/10.4000/mots.20987>
- Breda, G., Vincent-Mory, C., & Thiollet, H. (2022). Appel à contributions : Migration et développement. Enjeux politiques. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, <https://journals.openedition.org/remi/19829>
- Canales A. I. (2008). Remesas y desarrollo en América Latina. Una relación en busca de teoría. *Migración y Desarrollo*, 06(11), 5-30. <https://doi.org/10.35533/myd.0611.aicc>
- Canales, A.I. (2011). Hacia una visión comprehensiva del nexo entre migración, desarrollo Y derechos humanos, *Migración y Desarrollo*, vol.9, n°16, 43-78, [https://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci\\_arttext&pid=S1870-75992011000100002](https://www.scielo.org.mx/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S1870-75992011000100002)
- Canales, A. I. (2013). Migración y desarrollo en las sociedades avanzadas : Una mirada desde América Latina. *Polis (Santiago)*, 12(35), 85-117. <https://doi.org/10.4067/S0718-65682013000200005>

- Canales, A. I. (2015). El debate sobre migración y desarrollo : Evidencias y aportes desde América Latina. *Latin American Research Review*, 50(1), 29-53. <https://doi.org/10.1353/lar.2015.0016>
- Canales, A. I., Gaspar Olvera, S., & Universidad Autónoma de Zacatecas. (2022). Contribuciones a la crítica del discurso dominante sobre migración y desarrollo. *Migración y Desarrollo*, 20(38), 5-39. <https://doi.org/10.35533/myd.2038.aic.sgo>
- Castles, S. (2009). Development and Migration—Migration and Development: What Comes First? Global Perspective and African Experiences, *Politics of Migration*, vol.56, N°121, 1-31, <https://www.jstor.org/stable/41802453>
- Charbit, Y., & Feld, S. (2008). Les migrations internationales et les transferts de ressources vers les populations des pays en développement: *Mondes en développement*, n° 142(2), 53-66. <https://doi.org/10.3917/med.142.0053>
- CMED (1987), Our Common Future. Report of the World Commission on Environment and Development, p335
- Cogneau, D.& Gubert, F. (2006), Les migrations et le développement, *Alternatives Economiques*, n°253, 78-81
- Davis, K. (1974). The Migrations of Human Populations. *Scientific American*, vol. 231, n°3, 92-107, <https://www.jstor.org/stable/24950168>
- de Haas, H. (2008). Migration and development. A theoretical perspective., *International Migration Institute*, 1-57, <https://www.migrationinstitute.org/publications/wp-09-08>
- de Haas, H. (2010). Migration et développement : Une perspective théorique, *International Migration Review*, 44(1), 227-264, [https://www.migrationinstitute.org/files/news/de-haas\\_migration-and-development\\_une-perspective-theorique-1.pdf](https://www.migrationinstitute.org/files/news/de-haas_migration-and-development_une-perspective-theorique-1.pdf)
- de Lagasnerie, G. (2013), Néolibéralisme, théorie politique et pensée critique, *Raisons Politiques*, n°52, 63-76, <https://doi.org/10.3917/rai.052.0063>

- Delgado Wise, R., Márquez Covarrubias, H., & Rodríguez Ramírez, H. (2009). Seis tesis para desmitificar el nexo entre migración y desarrollo. *Migración y Desarrollo*, 07(12), 27-52. <https://doi.org/10.35533/myd.0712.rdw.hmc.hrr>
- Delgado Wise, R. & Márquez Covarrubias, H. (2015), Module 37 – La migration et le développement : le travail dans l'économie mondiale, Dans Veltmeyer, H, *Des outils pour le changements : Une approche critique*, pp245- 252
- Delgado Wise, R. (2018). 15 años de promover una agenda alternativa y crítica de investigación y acción en materia de migración, desarrollo y derechos humanos, in *Migración y Desarrollo*, vol.16, n°31, <https://estudiosdeldesarrollo.mx/migracionydesarrollo/wp-content/uploads/2020/06/31-1.pdf>
- Delgado Wise, R. (2018). Reflexiones en torno a la teoría y a la práctica de la relación entre migración y desarrollo : Una perspectiva del Sur. *Migración y Desarrollo*, 16(31), 13-39. <https://doi.org/10.35533/myd.1631.rdw>
- Delkáder-Palacios, A. (2021). El nexo migración-desarrollo en la Agenda 2030 para el desarrollo sostenible. *Análisis Jurídico - Político*, 3(6), 31-53. <https://doi.org/10.22490/26655489.4575>
- Drechsler, D., & Gagnon, J. (2008). Les migrations, une source de développement à exploiter. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27-2, 73-89. <https://doi.org/10.4000/aspd.172>
- dos Santos T. (1969) La crise de la théorie du développement et les relations de dépendance en Amérique latine. In: L'Homme et la société, N. 12, Sociologie et tiers-monde. 43-68.
- Duany, J. (2011). Presentación: diáspora, migración y transnacionalismo., *Revista del Centro de Investigaciones Históricas*, 1-21, <https://revistas.upr.edu/index.php/opcit/article/view/7887/6480>
- Efionayi-Mäder, D., Perroulaz, G., & Schümperli Younossian, C. (2008). Migration et développement : Les enjeux d'une relation controversée. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27-2, 11-20. <https://doi.org/10.4000/aspd.176>

- Faini, R. (2007). Migrations et transferts de fonds. Impact sur les pays d'origine. *Revue d'économie du développement*, Vol. 15(2), 153-182. <https://doi.org/10.3917/edd.212.0153>
- Faret, L. (2007). Migrations internationales et développement à l'heure de la mondialisation, *La mondialisation. L'intégration des pays en développement*, Sedes, <https://u-paris.hal.science/hal-01695091>
- Faret, L. (2006). Dynamiques transnationales et développement au Mexique : Les enjeux de la migration internationale: *Hérodote*, no 123(4), 182-198. <https://doi.org/10.3917/her.123.0182>
- Fonds international de développement agricole (s.d.), Envois de fonds et migrations, [*En Ligne*], <https://www.ifad.org/fr/remittances>
- Giorguli Saucedo, S. E., & Gutiérrez, E. Y. (2012). Migration et développement : De l'ambivalence à la désillusion? *Hommes & migrations*, 1296, 22-33. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1703>
- Gonin, P. (2008). Migrations internationales : Questions de démographie et de développement. *Migrations Société*, N° 117-118(3), 207. <https://doi.org/10.3917/migra.117.0207>
- Gubert, F. (2010). Pourquoi migrer ? Le regard de la théorie économique: *Regards croisés sur l'économie*, n° 8(2), 96-105. <https://doi.org/10.3917/rce.008.0096>
- Guengant, J.-P. (1996). Migrations internationales et développement : Les nouveaux paradigmes. *Revue européenne des migrations internationales*, 12(2), 107-121. <https://doi.org/10.3406/remi.1996.1069>
- Guengant, J.-P. (1998). Migrations internationales sud-nord et développement du sud. *Hommes & migrations*, 1214(1), 17-27. <https://doi.org/10.3406/homig.1998.3190>
- Guengant, J.-P. (2002). Quel lien entre migrations internationales et développement ? *Projet*, 272(4), 72. <https://doi.org/10.3917/pro.272.0072>

- Guilmoto, C. Z., & Sandron, F. (1999). Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement. *Économie rurale*, 252(1), 47-54. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1999.5100>
- Lafleur, J-M & Yépez del Castillo, I. (2014) Transnacionalismo y circulación migratoria : dos visiones para repensar el vínculo entre migración y desarrollo, in *El vínculo entre migración y desarrollo a debate : Miradas desde Ecuador y América Latina*. FLACSO Ecuador., 71-93, <https://biblio.flacsoandes.edu.ec/libros/digital/54714.pdf>
- Langlois, M-D & Magana Canul, R.I. (2023), Extractivisme(s), in *Anthropen – Le dictionnaire francophone d’anthropologie ancré dans le contemporain*, <https://doi.org/10.47854/anthropen.v1i1.51731>
- Herrera, G., Lafleur, J.-M., & Yépez del Castillo, I. (Éds.). (2018). Introduction, in *Migraciones internacionales en Bolivia y Ecuador : Crisis global, estado y desarrollo*. FLACSO Ecuador, 1-22, <https://biblio.flacsoandes.edu.ec/libros/digital/57681.pdf>
- Hugon, P. (2016). Du bilan mitigé des Objectifs du Millénaire pour le développement aux difficultés de mise en œuvre des Objectifs de développement durable: *Mondes en développement*, n° 174(2), 15-32. <https://doi.org/10.3917/med.174.0015>
- Hut, E. (2019), Sans coopération, pas de gestion des migrations, *Espace de liberté*, n°478, <https://www.laicite.be/magazine-article/cooperation-de-gestion-migrations/>
- Hüttinger, A. R. (2020). The Migration-Development-Nexus from a gender-sensitive perspective : The Case of Colombian Women in Catalonia. *Análisis Jurídico - Político*, 2(4), 101-125. <https://doi.org/10.22490/26655489.4321>
- Lapeyre F., 2006, « Objectifs du millénaire pour le développement : outils de développement ou cheval de Troie des politiques néolibérales ? », *Alternatives Sud*, Vol. XIII (1), [https://www.researchgate.net/publication/239932387\\_Objectifs\\_du\\_millenaire\\_pour\\_le\\_developpement\\_outils\\_de\\_developpement\\_ou\\_cheval\\_de\\_Troie\\_des\\_politiques\\_neoliberales](https://www.researchgate.net/publication/239932387_Objectifs_du_millenaire_pour_le_developpement_outils_de_developpement_ou_cheval_de_Troie_des_politiques_neoliberales)

- Lotero-Echeverri, G., & Pérez-Rodríguez, M. A. (2019). Migraciones en la sociedad contemporánea : Correlación entre migración y desarrollo. *Retos*, 9(17), 145-159. <https://doi.org/10.17163/ret.n17.2019.09>
- Márquez Covarrubias, H. (2010). Desarrollo y migración : Una lectura desde la economía política crítica. *Migración y Desarrollo*, 08(14), 59-87. <https://doi.org/10.35533/myd.0814.hmc>
- Márquez Covarrubias, H. (2021). El problema migratorio en el capitalismo global : Síntoma del desarrollo desigual y la crisis civilizatoria, *Migracion y Desarrollo*, vol. 19, n°37, 93-141, <https://estudiosdeldesarrollo.mx/migracionydesarrollo/wp-content/uploads/2022/03/37-4.pdf>
- Meyer, J.-B. (2008). La circulation des compétences, un enjeu pour le développement. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27-2, 53-67. <https://doi.org/10.4000/aspd.167>
- Meyer, J.-B. (2013). Diasporas et développement. *Hommes & migrations*, 1303, 134-137. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2571>
- Miftah, A. (2018). Les migrations internationales et leurs effets. *Hommes & migrations*, 1320, 114-120. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.4067>
- Monsutti, A. (2008). Migration et développement : Une histoire de brouilles et de retrouvailles. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27-2, 23-42. <https://doi.org/10.4000/aspd.162>
- Nedelcu, M., (2010) « (Re)penser le transnationalisme et l'intégration à l'ère du numérique. Vers un tournant cosmopolitique dans l'étude des migrations internationales ? », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26 - n°2 , 33-55, <https://doi.org/10.4000/remi.5122>
- OIM (s.d.), Termes clés de la migration, [En Ligne] <https://www.iom.int/fr/termes-cles-de-la-migration>
- OIM (s.d.), Migration, développement durable et le programme 2030, [En Ligne] <https://www.iom.int/fr/migration-developpement-durable-et-le-programme-2030>

- OIM (2010), La migration et le transnationalisme : chances et défis, 1-10, [https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/microsites/IDM/workshops/migration and transnationalism 030910/background paper fr.pdf](https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/microsites/IDM/workshops/migration%20and%20transnationalism%20030910/background_paper_fr.pdf)
- OIM (2018), État de la migration dans le monde 2018, 335, <https://publications.iom.int/fr/books/etat-de-la-migration-dans-le-monde-2018>
- Oprea, D.-A. (2009). Du féminisme (de la troisième vague) et du postmoderne. *Recherches féministes*, 21(2), 5-28. <https://doi.org/10.7202/029439ar>
- Park, T.-G. (2006). W. W. Rostow et son discours sur l'économie en Corée du Sud dans les années 1960. *Histoire, économie & société*, 25e année(2), 281-289. <https://doi.org/10.3917/hes.062.0281>
- Paterson, J. M. (2023). Le Sujet en mouvement : Postmoderne, migrant et transnational., *Nouvelles Etudes Francophones*, vol. 24, n°1, 10-18, <https://www.jstor.org/stable/25702180>
- Piché, V. (2013). Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs: *Population*, Vol. 68(1), 153-178. <https://doi.org/10.3917/popu.1301.0153>
- Pierri, N. (2005). Capitulo 2 : Historia del concepto de desarrollo sustentable. Dans Foladori, G & Pierri, N., *?Sustentabilidad? Desacuerdos sobre el desarrollo sustentable*, 27 – 81
- Plataforma de Cordinacion Interagencial para Refugiados y Migrantes de Venezuelas (2023), [En Ligne] <https://www.r4v.info>
- Raghuram, P. (2009). Which migration, what development? Unsettling the edifice of migration and development. *Population, Space and Place*, 15(2), 103-117. <https://doi.org/10.1002/psp.536>
- Rapoport, H. (2017). Migration et développement : Les externalités de la diaspora: *Revue d'économie du développement*, Vol. 25(1), 31-61. <https://doi.org/10.3917/edd.311.0031>

- Rist G., 2007 *Le Développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po : pp. 170-193.
- Santos, T., Dos. (1969). La crise de la théorie du développement et les relations de dépendance en Amérique latine. *L Homme et la société*, 12(1), 43-68.  
<https://doi.org/10.3406/homso.1969.1204>
- Sinatti, G., & Horst, C. (2015). Migrants as agents of development : Diaspora engagement discourse and practice in Europe. *Ethnicities*, 15(1), 134-152.  
<https://doi.org/10.1177/1468796814530120>
- Skeldon, R. (2008). Migration and development, *Population Division*, 2-9,  
[https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/unpd\\_egm\\_200809\\_paper\\_skeldon\\_mig\\_and\\_dev.pdf](https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/unpd_egm_200809_paper_skeldon_mig_and_dev.pdf)
- Sørensen, N. N. (2012). Revisiting the Migration-Development Nexus: From Social Networks and Remittances to Markets for Migration Control: Revisiting the migration-development nexus. *International Migration*, 50(3), 61-76.  
<https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2012.00753.x>
- Taylor, J. E. (2006), International migration and economic development, *Population Division*, 1-28,  
[https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/unpd\\_om\\_200606\\_p09\\_taylor.pdf](https://www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/unpd_om_200606_p09_taylor.pdf)
- Tiano, A. (1982). Les obstacles à l'étude de la dépendance. *Tiers-Monde*, 23(91), 461-474.  
<https://doi.org/10.3406/tiers.1982.4136>
- Tremblay, S. (1999). Du concept de développement au concept de l'après-développement : Trajectoire et repères théoriques. Université du Québec à Chicoutimi., Collection « Travaux et études en développement régional », 1-52
- United Nations Department of Economix and Social Affaires (UNDESA), Population Division (2020). *International Migration 2020 – Highlights*. 1-3.  
<https://www.un.org/development/desa/pd/news/international-migration-2020>

- Wallerstein, I. (2009) Les origines historiques de l'analyse des « systèmes-monde », in *Comprendre le monde – Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, 11- 41
- Wanner, P. (2008). L'apport des migrants au développement : Une perspective économique. *Annuaire suisse de politique de développement*, 27-2, 121-131. <https://doi.org/10.4000/aspd.193>
- Wihtol de Wenden, C. (2017). Introduction, in *La question migratoire au XXIe siècle : Migrants, réfugiés et relations internationales* Sciences po, 5-12, <https://www.cairn.info/la-question-migratoire-au-xxi--9782724621051-page-5.htm>
- Wihtol De Wenden, C. (2022). Chapitre 26. La liberté d'aller et venir entre nations : Où en est-on ? : In *La liberté d'aller et venir dans le soin et l'accompagnement*, 343-353 <https://doi.org/10.3917/ehesp.dutie.2022.01.0344>
- Zimmermann, K. F. (2017). La migration en faveur du développement : Des défis aux opportunités: *Revue d'économie du développement*, Vol. 25(1), 13-30. <https://doi.org/10.3917/edd.311.0013>
- Zolberg, A. R. (1993). Un reflet du monde : Les migrations internationales en perspective historique. *Études internationales*, 24(1), 17. <https://doi.org/10.7202/703125ar>

## Résumé

---

Depuis les années 50, l'étude de la relation du lien « migration - développement » a fait l'objet de nombreuses préoccupations importantes dans les sphères académiques, politiques et sociales.

Ces débats ont vacillé à travers le temps concluant à des visions parfois « critiques », « optimistes » ou même encore « pessimistes ».

Ce mémoire a donc comme objectif de retracer de façon critique les grands enjeux et débats qui, depuis plus de 70 ans, entourent les études du lien « Migration – Développement ». Il abordera ce sujet avec une attention plus particulière aux discussions qui ont pris place en Amérique Latine.

Nous nous attarderons sur différentes notions clés telles que : le retour du migrant, les transferts de fonds, la « fuite des cerveaux », les diasporas, le transnationalisme, etc.

**Mots Clefs :** Migration Internationale, Développement, Mondialisation, Amérique du Sud, Débats